HISTORIA
magazine
89
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 325 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3.50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



DE GAULLE : DERNIER VOYAGE EN ALGÉRIE



97. [illegible] - 98. [illegible] en opération. - 99. La station estivale de Ténès. - 100. La pacification en Kabylie. - 101. Bou Saada : le chott du Hodna. - 102. Alger : grande poste et square La Ferrière. - 103. Réunion de pieds-noirs. - 104. Ghardaïa. - 105. Scène de rue à Blida. - 106. Laghouat : troupeau. - 107. Sur le port d'Arzew. - 108. Les galets de Djidjelli.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.
Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F, est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

17, rue Remy-Dumoncel 75680 PARIS Cédex 14.



LES CONSÉQUENCES DU DERNIER VOYAGE EN ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

LORSQUE, le 9 décembre, le chef de l'État débarque à Aïn-Témouchent, il peut se rendre compte immédiatement du fossé que ses récentes allocutions télévisées ont creusé entre lui et les Français d'Afrique du Nord. Il devra écourter son voyage devant l'hostilité qui lui est manifestée.

Les désordres qui éclatent, dans le même temps, à Alger, Oran et Bône montrent, certes, un réveil du F.L.N. dans ces grands centres urbains, mais que, dans les campagnes, la masse ne suit pas encore.

Le président de la République ne tient pas compte de ces conclusions. Mieux, ce dernier voyage paraît l'inciter à reprendre les négociations. C'est ce qu'il décide après avoir dissous le F.A.F., pris des sanctions contre les militaires et révoqué quarante fonctionnaires.

Déjà, des mesures sont arrêtées pour permettre à un envoyé du gouvernement de prendre contact avec des membres du G.P.R.A. qui doivent se réunir à Casablanca au début de janvier 1961, après la conférence interafricaine.

De plus, la résolution afro-asiatique adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies (reconnaissance du droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance) apporte une aide indirecte à la politique du général de Gaulle.

La lassitude de la métropole devant la prolongation de la guerre d'Algérie apparaît d'ailleurs dans les déclarations de nombreux députés à l'Assemblée nationale et dans la presse.

Parfaitement conscient de la gravité de la situation qu'il a créée, le président de la République précise une fois de plus et sans ambiguïté sa politique à l'occasion du prochain référendum, prévu pour le 8 janvier. C'est sans grande conviction que le parti communiste, soutenu par la C.G.T., se joint aux partisans de l'Algérie française pour s'opposer aux projets du général de Gaulle.

La troisième bombe atomique française, qui explose à Reggane ce 27 décembre 1960, semble marquer définitivement la fin de l'Empire. Vingt mois à peine avaient été nécessaires pour mettre un terme à l'existence de la Communauté. Dix-huit mois suffiront pour mener l'Algérie à l'indépendance.

J. F.

Sommaire n° 89 - Historia magazine n° 325

Couverture : Photo [illegible]



◀ 9 décembre : de Gaulle se pose dans une Algérie en ébullition. Les bruits les plus alarmants circulent. On parle de complot, de kidnapping, d'attentat. On chuchote que Lagaillarde, en fuite, se prépare à débarquer. Que va-t-il faire ? Le dispositif de sécurité est mis en place. Les ports sont tous surveillés et les bateaux fouillés.

◀ Surveillance aussi des aéro-clubs privés, et des routes. La conviction se développe dans les esprits que les activistes préparent un coup. Pour les ultras, l'homme de la « paix des braves » n'est que le bradeur de l'Algérie, un « traître » venu les narguer sur le sol natal.

UN VOYAGE MOUVEMENTÉ

Le délégué général est inquiet. En cette fin de novembre 1960, la « République algérienne », définie par de Gaulle dans son allocution radiodiffusée du début du mois, a porté les passions à leur paroxysme. Jean Morin doit faire face à une situation explosive. Le bruit court même d'un attentat perpétré contre sa personne. Et voici que le général lui annonce sa venue en Algérie pour les premiers jours de décembre!... C'est le comble!...

Les gens du F.A.F., il le sait, sont prêts pour « le grand coup ». « Comment! Il ose, ce traître, ce grand pendard!... Il ose venir nous défier chez nous!... Il va voir quelle réception on lui ménagera! » C'est ce qui se répète dans les conversations enfiévrées des ultras. C'est ce qu'ils transposent dans les tracts anonymes dont ils inondent Alger.

Grève générale le jour où de Gaulle posera le pied en Algérie : « La vie de la capitale doit s'arrêter. Interdiction aux voitures de circuler. Interdiction d'ouvrir les magasins sous peine de les voir saccager. Des piquets de grève seront formés dans les entreprises. Dès les premières heures de la matinée la population doit manifester dans le centre de la ville son indignation et son mépris à la visite qu' « ose » faire le général de Gaulle en Algérie. »

Un autre de ces tracts qui porte le sigle « Jeune Nation », annonce que « l'aurore approche ». Il s'en prend violemment au ▶

les aéro-clubs sont surveillés, les routes cont

Première étape du voyage : Aïn-Témouchent, petite ville d'Oranie aux jolies villas, aux cultures florissantes.



A Aïn-Témouchent, les Européens et certains musulmans unis sous les banderoles « Algérie française ».

chef de l'État qu'il qualifie de « maniaque de l'Élysée » et de « bradeur de l'Empire ».

Le « mystère Lagaillarde » ajoute encore à la psychose générale : où est-il? que prépare-t-il? Le dispositif de sécurité déjà mis en place pour l'arrivée du président de la République est utilisé pour prévenir un éventuel débarquement du député d'Alger en fuite. Les aéro-clubs privés sont surveillés, les routes contrôlées et les bateaux inspectés.

Des perquisitions viennent d'être opérées à Alger après que la police eut intercepté un convoi de trois voitures qui, venant d'Oran bourrées d'armes, se dirigeaient sur Alger. Plusieurs dizaines de jeunes activistes ont disparu de leur domicile, a-t-on appris. Où sont-ils passés? Que manigancent-ils?

La conviction se développe dans les esprits que des « maquis de l'Algérie française » sont déjà constitués. Des commandos du mouvement clandestin « Vendée » qui groupe des Européens, des musulmans et même quelques militaires, seraient sur le point d'occuper des mairies de la Mitidja avec mission de les transformer en « hérissons ». On affirme avec beaucoup d'assurance que des harkis sont prêts à les rejoindre.

Selon certaines informations, des éléments décidés à provoquer un « clash » auraient songé à susciter des révoltes parmi ces harkis dont l'effectif est voisin de 180 000 hommes. Il s'agirait de démontrer que ces musulmans fidèles à la France craignent que la politique du président de la République ne finisse par les livrer à la vengeance du F.L.N.

On chuchote qu'un poste de radio clandestin émet sur 40 mètres et que Lagaillarde lui-même va incessamment y prendre la parole. Jusqu'ici, les Algérois ont manipulé en vain les boutons de leur poste. Ils n'ont capté que des parasites.

On sait encore à la Délégation générale que certains colonels ont décidé de « se mouiller » après avoir entendu de Gaulle évoquer comme une certitude l'annonce de cette « République algérienne » tant redoutée.

Vont-ils saisir l'occasion que leur offre le général? Et jusqu'où iront-ils?

C'est dans cette atmosphère survoltée que le général de Gaulle retrouve l'Algérie, où il doit passer six jours. Six jours qui vont paraître affreusement longs à tous ceux qui ont une responsabilité. Six jours qui vont être leur hantise.

Dans un hangar isolé d'Orly deux *Caravelle* avaient été préparées et l'un de ces deux appareils a été choisi au dernier moment pour transporter le général. Louis Joxe, ministre d'État, Louis Terrenoire, ministre de l'Information, les généraux Ély et Olié, Geoffroy de Courcel, secré-


◀ A la mairie d'Aïn-Témouchent, de Gaulle, d'une voix tour à tour tremblante de courroux et dédaigneuse, décrit l'Algérie en train de se transformer comme « une Algérie fraternelle où tout le monde ait ses droits ».



Ignorant les cris, les clameurs, les invectives, de Gaulle, soudain, en sortant de la mairie, a fendu la foule européenne et est venu se mêler aux musulmans.

taire général de l'Élysée, ainsi que huit gardes du corps accompagnent le voyageur. Jamais de Gaulle n'aura été mieux protégé.

Première étape du voyage présidentiel : Aïn - Témouchent : 9 000 Européens, 25 000 musulmans.

Un geste d'agacement

En cette matinée du 9 décembre, Aïn-Témouchent est balayé par la bourrasque, battu par la pluie. Au premier rang de la foule massée pour accueillir de Gaulle, se pressent, silencieux, des ouvriers agricoles musulmans, des groupes d'Européens les encadrent dont certains sont munis de porte-voix et de sifflets. Au-dessus des têtes ondoient des banderoles « Algérie française ». De toute évidence les propriétaires pieds-noirs ont amené en service commandé leurs ouvriers pour la figuration.

Sur les visages des Européens, ceux des jeunes groupés au rebord des fenêtres de la rue Nationale, toute tricolore aujourd'hui, ceux des hommes à sifflet et à porte-voix, ceux des femmes, qui ne sont pas les dernières à manifester, la haine déforme les traits. Tous semblent possédés d'une extraordinaire fureur lorsque apparaît le chef de l'État. « Algérie française! » « A bas de Gaulle! » « Algérie française! » hurle-t-on de toutes parts.

Un craquement... l'unique banderole « Vive de Gaulle! », que le conseil municipal a tendue en travers d'une rue, est arrachée. Derrière les Européens, un groupe de musulmans tente de brandir deux pancartes « Vive de Gaulle! Vive la France! ». Elles sont pulvérisées.

Flanqué de Jean Morin, qui a pâli, et du général Crépin, dont le menton en galoche est agité d'un léger frémissement, ignorant les huées, les invectives, les sifflets, le général, qui arbore l'uniforme des grands jours, entre d'un pas assuré à la mairie. C'est à peine s'il manifeste un geste d'agacement.

Tandis que dehors les clameurs montent de la foule, il s'entretient avec le conseil municipal. Puis il rassemble autour de lui les 140 officiers venus de la région.

« Le chef de l'État, sans joie, veuillez le croire, a tiré les conclusions, leur dit-il. L'Algérie sera nouvelle et il faut que nous l'aidions à ce qu'elle soit nouvelle, à ce qu'elle soit elle-même. Ou bien tout sera rompu entre elle et la France.

» L'armée, ajoute-t-il, a un rôle capital. D'abord, celui d'avoir empêché, au point de vue militaire, que cela ne tourne mal, ce qui aurait pu arriver, mais ce n'est pas arrivé. Le fait est là que, sur le terrain, notre armée l'a emporté contre la rébellion. C'est un fait sur lequel on ne reviendra pas. Vous avez joué et vous jouez un rôle considérable du point de vue de la fraternité. Il faut poursuivre cette double tâche de la sécurité d'abord, qui n'est pas finie, et de la fraternité qui ne fait que commencer. »

Le général rejoint ensuite la grande salle des corps constitués. Là, il change de ton pour prononcer une seconde allocution. La voix tour à tour tremblante de courroux et dédaigneuse, il décrit l'Algérie en train de se transformer dans son âme et dans sa personnalité. « Il apparaît tous les jours un peu plus, dit-il, une personnalité algérienne, une Algérie algérienne. Deux conditions sont nécessaires pour que cette Algérie se développe au profit de tous ses enfants :

» La première c'est évidemment la paix, et c'est pourquoi nous la proposons sans relâche à ceux qui, jusqu'à présent, n'ont pas voulu la faire. L'Algérie fraternelle doit se faire sur la coopération de ses communautés, enchaîne le général. Une Algérie fraternelle où tout le monde ait ses droits et les mêmes droits, une fois pour toutes et définitivement. »

Autour du « Grand »

De Gaulle se tourne alors vers les fenêtres qui laissent passer les échos du tumulte : « Les cris, les clameurs, cela ne signifie rien. » Un silence. Et la voix se voilant d'un puissant mépris, il laisse tomber en le soulignant : « RIEN. »

Et de Gaulle sort de la mairie. Sur la place, les vociférations redoublent. L'atmosphère est à l'émeute. Les gorilles for- ▶

G. Ménager/Paris-Match

... et soudain, le général entre dans la foule

ment un rempart de muscles, de nerfs et d'os autour du « Grand », comme ils l'appellent familièrement entre eux. « Sale temps », murmure leur chef, Paul Comiti, les mâchoires crispées, l'œil aux aguets. Le groupe gagne la voiture présidentielle. Mais soudain le chef de l'État vire à droite et se dirige vers la foule.

Stupeur des officiels... Sans prendre garde aux personnalités qu'ils bousculent, les gorilles se précipitent à la suite du général. Ça y est! Il entre dans la foule! Il écarte de ses grands bras les jeunes Européens hostiles, haineux, qui, soudain, restent pétrifiés, muets. Et il atteint le groupe des musulmans qui, derrière, l'acclament aux cris de « Vive de Gaulle! », « Vive l'Algérie algérienne! ».

Les faces bronzées des hommes en burnous, des femmes en haïk blanc s'éclairent. La joie les fait bondir et trépigner. Tous veulent saisir ses mains qui se tendent, happer au vol une étreinte de ses doigts.

« Bonjour, bonjour », leur dit-il, tous sourires dehors.

Eux lancent leur « Vive de Gaulle! » d'allégresse.

Brèves et mémorables minutes!... Le général s'arrache comme à regret à cette foule musulmane chaleureuse et joyeuse. Il rejoint sa voiture. Au passage, quelques jeunes Européens tentent de le retenir, s'agrippent à ses manches. Mais les gorilles les repoussent sans ménagement. Des cris s'élèvent dans son dos : « Vous ne nous vendrez pas! »

Le général les ignore. Simplement, en remontant dans sa DS qui démarre en direction de Tlemcen, il dit à Jean Morin, qui s'installe à ses côtés en s'épongeant le front : « Il y en a qui crient, mais cela ne sert à rien. Cela ne changera rien. »

Et voici Tlemcen, dont les remparts témoignent que, jadis, la ville fut capitale d'un royaume. Tlemcen sur laquelle il a neigé la nuit précédente et qui, depuis vingt-quatre heures, est coupée d'Oran : la route reliant les deux villes a été bloquée par les forces de l'ordre.

Indifférents au froid et à la grêle qui tombe dru, d'innombrables musulmans en djellaba, tarbouch et burnous se pressent au long des trottoirs. « Où sont les Euro-

G. Ménager/Paris-Match



◀ « Algérie française ! », « A bas de Gaulle ! », « Vive de Gaulle ! », « Algérie algérienne ! ». Les slogans, dans toutes les villes que visite le général de Gaulle, se mêlent, se heurtent. Et dans toutes les villes, de Gaulle, ignorant la foule européenne hostile, se mêle à la foule musulmane, ravie, chaleureuse, enthousiaste, serrant des mains à l'infini.





P. Habans/Paris-Match



Tikhomiroff/Magnum

Pour les membres du ▶ service de sécurité comme pour les « gorilles » du général, le voyage en Algérie est un calvaire, d'autant que de Gaulle ne fait aucune concession à la prudence. La police peut tout au plus appréhender les manifestants les plus excités et les « gorilles » se serrer autour du général pour le protéger.

péens? » s'étonne le visiteur. Sont-ils demeurés chez eux, boudant « celui qui veut tout brader », ou bien vont-ils faire irruption soudain sur le passage du cortège officiel?

A la mairie, de Gaulle est accueilli par le maire, Mouhas, un musulman qui a servi dans l'armée française avec le grade de commandant. En quelques mots, il traduit pour le général les sentiments de sa communauté :

« Nous mettons tout notre espoir en vous dans le drame qui se joue ici afin que nous puissions vivre sur cette terre, dans la paix et toujours liés à la France. Vous nous apportez la pluie, ajoute-t-il, c'est un signe favorable... Peut-être aussi bientôt nous apporterez-vous la paix. »

De Gaulle lui répond : « L'avenir de l'Algérie, où est-il? Il est entre vos mains, vous autres Algériens de quelque communauté que vous soyez. C'est à vous, c'est à vous tous, autant que vous êtes, de faire l'Algérie de demain. » Le général élève la voix pour donner plus de solennité à son propos : « Et puisque la communauté musulmane est la plus nombreuse, en particulier dans cette belle ville de Tlemcen, il lui appartient de prendre des responsabilités algériennes qui correspondent à son importance, à sa valeur.

» A la communauté européenne de souche française qui est en Algérie, ajoute de Gaulle, dans cette Algérie dont vous êtes vous aussi les enfants, les habitants, je dis qu'elle ne peut pas se faire comme il faut, c'est-à-dire fraternelle et moderne, sans votre concours évident. »

« A bas de Gaulle ! »

Lorsque le visiteur quitte la mairie il se trouve pris au milieu d'un océan de burnous. Il serre à l'infini des mains, encore des mains. De toutes parts, les musulmans crient vers lui « Paix, paix, paix ». Et quand la DS présidentielle redémarre, des jeunes, exultant, tentent de forcer le service d'ordre pour courir dans son sillage. Le chef de l'État ordonne alors au chauffeur de stopper et, à pied, il remonte la rue de France dans l'allégresse générale.

Mais voici que, soudain, débouchent d'une rue adjacente une centaine de jeunes Européens nerveux et excités : « Algérie française! », « A bas de Gaulle! », « Algérie française! », clament-ils. D'abord surpris, les musulmans font face. Ils scandent à leur tour : « Algérie algérienne: », « Vive de Gaulle! ». Le choc entre les deux groupes paraît inévitable.

Des C.R.S. interviennent, s'interposent. Brève échauffourée, course-poursuite derrière les plus virulents des trublions... Tout rentre bientôt dans l'ordre.

Avant de quitter Tlemcen, le président de la République rencontre encore deux cents officiers de la XII[e] région militaire. Il écoute le chef du secteur lui exposer la situation. Puis il s'adresse à eux, mais il ne les laisse pas lui poser de questions.

« C'était autre chose qu'une « tournée des popotes », commentera l'un de ces officiers, un peu plus tard. De Gaulle n'est pas venu demander l'opinion de l'armée. Il lui a fait connaître ses décisions. »

La deuxième journée du voyage commence à Cherchell. Là encore, les musulmans sont nombreux à accueillir le chef de l'État. Certains sont venus de la petite plaine du littoral où la cité antique montre ses ruines. D'autres sont descendus des douars du djebel Chenoua ou du massif des Beni-Masser. Beaucoup ont cheminé pendant vingt-quatre heures pour gagner la petite ville, tantôt à pied, tantôt à dos d'âne, couvrant parfois une distance de 70 kilomètres en deux étapes.

Sur la route, les forces de l'ordre contrôlent les arrivants. Un important dispositif de sécurité est en place tout le long des ▶

◀ Des musulmans chaleureux, fiers de serrer la main au général de Gaulle qui leur a promis une Algérie fraternelle. Mais aussi, à Bougie, des musulmans qui crieront « Libérez Ben Bella » et « Abbas au pouvoir »...

" une équipe de tueurs est venue d'Alger "

100 kilomètres du cordon d'asphalte qui relie Alger à Cherchell, et plus particulièrement à hauteur de Castiglione. Des barrages de véhicules de l'armée sont disposés en chicane. Sur les bas-côtés de la chaussée des soldats, l'arme au bras, renforcent le dispositif. Blindés et automitrailleuses passent lentement. Leurs servants surveillent les crêtes à la jumelle. A Cherchell même le dispositif de sécurité n'a jamais été plus important.

Le général rend visite aux élèves de l'école d'infanterie qui forme, au cours d'un stage de cinq mois et demi, des chefs capables de commander une section en Algérie. Ici, depuis 1959, sont également formés, lors d'un peloton préparatoire spécial, une cinquantaine de jeunes E.O.R. de souche nord-africaine, volontaires et choisis par des centres de présélection.

« Vous allez contribuer de la manière la plus directe à la grande œuvre de la France en Algérie, leur dit le général. Elle remonte à longtemps, mais elle se présente aujourd'hui, sans nul doute, sous un aspect, dans des conditions et avec un but complètement différents.

» Cela tient, vous le savez tous, aux changements du monde, au changement de l'Algérie elle-même et, par conséquent, désormais, ce que nous allons voir se faire, c'est une Algérie qui prendra tous les jours un peu plus conscience de la responsabilité de son destin et qui, j'en suis sûr, sera, avec lucidité et volonté, unie à la France. »

Les « gorilles » sont sur les dents

Et le voyage marathon se poursuit sur un rythme hallucinant.

Le premier soir de ce dernier voyage en Algérie, après avoir reçu en plein visage les injures de manifestants européens, le visiteur a dit d'un ton sévère à son entourage : « Quand le chef de l'État vient, il importerait qu'il fût respecté. »

Le général exige que l'on s'arrête au moindre village où derrière quelques notables en gandoura se trouve, groupée sur le bord de la route, la population musulmane, sortie de ses gourbis. Le délégué général, Jean Morin, est sur les nerfs. Les gorilles sur les dents. Sur quelle protection compter? Le général est à la merci d'un attentat F.L.N. ou européen. Négligeant superbement le risque, de Gaulle ne veut rien voir de l'angoisse qui étreint sa suite. Angoisse justifiée, pourtant.

Vers 17 heures, le dimanche, à une halte plus importante, un officier signale à Jean Morin qu'on l'appelle d'urgence d'Alger. Au téléphone : Vieillescazes, directeur adjoint de son cabinet au G.G.

« Monsieur le délégué général, dit-il d'une voix tendue, des informations précises et recoupées par la sécurité militaire et les renseignements généraux indiquent qu'un attentat va être dirigé contre le général à Orléansville. Une équipe de tueurs est venue d'Alger. Elle attend le cortège à l'entrée de la ville. »

« Merci, Vieillescazes... A Alger, comment ça va? »

Le directeur adjoint fait un bref compte rendu des manifestations qui ont dégénéré en émeutes et qui se développent encore. Des musulmans ont tiré sur des Européens. Des Européens ont tiré sur des musulmans. Il y a des morts.

Morin raccroche et expose à Louis Joxe la situation.

« Il faut absolument expliquer cela au général », lui dit-il.

Alors Morin se décide. Remonté en voiture auprès du chef de l'État, il lui dit : « Mon général, je n'ai pas l'habitude de m'affoler. Mais cette fois, je viens d'obtenir des informations sûres. On craint un attentat en entrant à Orléansville. Je vous demande d'accepter un changement d'itinéraire et de ne pas vous lever dans la voiture pour saluer la foule. »

« Mais, Morin, vous n'avez qu'à demander, lui répond, souriant et détendu, le président de la République. C'est vous le responsable de l'ordre. Décidez! »

L'entrée dans Orléansville se fait par une route détournée. Le cortège s'engouffre dans la préfecture. Les voitures ne s'arrêtent que devant le perron. Les gorilles font un rempart de leur corps au général qui gagne rapidement le bâtiment neuf où l'attendent les notables.

« A bas de Gaulle! Vive l'Algérie française! » Autour de la préfecture, c'est une floraison de bannières hostiles au général. Morin, furieux, s'arrête et demande le responsable du maintien de l'ordre.

« Morin au poteau! » « Morin démission! »

« Qu'est-ce que ça veut dire, colonel? Je trouve vos militaires un peu trop « compréhensifs ». Balayez-moi cette manifestation et montrez un peu de fermeté, que diable! »

Marguerite Sy



Charliat



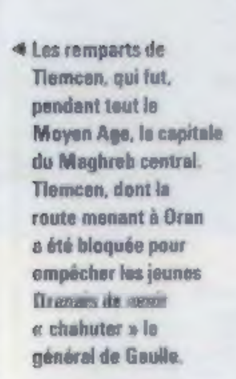
Georges Bernard



La mairie de Tizi-Ouzou. C'est là que de Gaulle, ▶ s'adressant aux Kabyles, dira : « C'est vous, Algériens, qui allez prendre la responsabilité de l'Algérie. »

◄ A Orléansville, l'entrée de la mosquée. Orléansville où le général de Gaulle pénètre par une route détournée, le délégué général ayant appris qu'une équipe de tueurs venue d'Alger attendait le cortège à l'entrée de la ville.

Le général de Gaulle, ► tout au long de son périple mouvementé, exige que le cortège s'arrête au moindre village, afin de [redacted] notables musulmans et des fellahs descendus de leurs mechtas. Partout, il agira comme si c'était eux, et eux seuls, qu'il était venu voir en Algérie.



◄ Les remparts de Tlemcen, qui fut, pendant tout le Moyen Age, la capitale du Maghreb central. Tlemcen, dont la route menant à Oran a été bloquée pour empêcher les jeunes [redacted] « chahuter » le général de Gaulle.

ECPA

A Orléansville, dans la soirée de dimanche, le général est mis au courant de la tournure prise par les événements d'Alger. Il apprend que le déchaînement des passions a atteint son paroxysme et qu'on a aperçu chez les manifestants musulmans quelques drapeaux vert et blanc face aux groupes furieux d'Européens, hérissés de drapeaux tricolores.

A la sortie d'Akbou

Le chef de l'État demande à être informé plus complètement. Il veut savoir si la situation a été exploitée par des meneurs dont l'action ne traduit pas nécessairement le véritable sentiment des populations ou, au contraire, si des minorités ont exprimé avec violence les vues de l'ensemble des diverses communautés.

Le voyage présidentiel se poursuit, mais on décide d'en abréger la durée. Le chef de l'État regagnera Paris vingt-quatre heures plus tôt que prévu. Les étapes de ses déplacements sont modifiées. On ne s'arrêtera pas à El-Milia, à Collo, à Philippeville comme le prévoyait le programme.

Les événements d'Alger ne modifient pas pour autant les thèmes que de Gaulle avait, au départ, choisi de développer : l'Algérie algérienne est en marche; la coopération entre les deux communautés est indispensable pour mener à bien sa construction; l'armée elle-même doit contribuer à la réaliser mais sans se mêler de politique. C'est au développement de ces sujets que le général se livre tout au long de sa route.

Sur l'aérodrome de Blida, il déclare aux officiers rassemblés :

« La question algérienne, avec laquelle la France est aux prises, se présente à elle dans des conditions complètement différentes de celles de naguère. Du fait de l'insurrection, la population de cette Algérie, qui est en très grande majorité musulmane, a pris une conscience qu'elle n'avait pas. Rien n'empêchera cela.

» Il faut que l'œuvre de la France en Algérie se poursuive, mais il est bien évident que cela ne peut être dans les conditions d'hier, dit-il encore. Il est vain de prétendre, en parlant de l'Algérie, qu'il s'agit d'une province comme notre Lorraine ou notre Provence. C'est autre chose. C'est une Algérie algérienne, qui, tous les jours, deviendra, par la force des choses, plus algérienne que la veille. »

Il aborde ensuite le chapitre du devoir de l'armée.

« Son rôle est essentiel, dit-il, car elle n'appartient pas à un clan. Elle n'a pas d'intérêts sur ce sol sinon celui de l'honneur de la France. Par conséquent, elle a pu jouer, elle peut jouer et elle continuera de jouer ce rôle de la fraternité qui est indispensable et que, nous devons en ►

un chandail vert et blanc dans un arbre

convenir, on n'a pas joué tous les jours dans ce pays comme il aurait fallu. »

Et le visiteur souligne :

« L'armée n'a pas de politique. Ce n'est pas à l'armée de faire de la politique. Son honneur, son devoir, c'est simplement de servir. »

Devant l'hôtel de ville de Tizi-Ouzou, il répète ses paroles d'apaisement. Dans une allocution, qui est traduite en kabyle, il invite de nouveau ses auditeurs à coopérer.

Et c'est Bougie, où le général arrive avec une demi-heure de retard sur l'horaire prévu. A la sortie d'Akbou, des clous ont été répandus sur la chaussée et ont fait perdre du temps au cortège officiel. Ici, le Front de l'Algérie française a demandé à ses adhérents de s'opposer aux discours du chef de l'État et de couvrir sa voix en chantant *la Marseillaise*. Pour eux, « c'est jour de Toussaint ».

Aux sons du « Chant des Africains »

Lorsque de Gaulle met pied à terre devant la préfecture, le chœur des musulmans l'accueille aux cris d'« Algérie algérienne » et de « Vive de Gaulle! ». Celui des Européens siffle et hurle « Algérie française ». Le visiteur pénètre dans le bâtiment officiel tandis que trois compagnies de C.R.S. entrent en action en rangs serrés et font évacuer la place.

« Abbas au pouvoir! » hurlent les musulmans reculant sous la pression du service d'ordre. En guise de réponse, leurs adversaires, également refoulés, entonnent le *Chant des Africains* et scandent « L'armée avec nous! ». Plusieurs musulmans sont appréhendés, interrogés, puis relâchés — sur une intervention officielle — à la condition que leur groupe se disperse dans le calme.

Ils acceptent en répétant : « Nous sommes avec de Gaulle », tandis que l'un d'eux accroche un chandail vert et blanc à la branche d'un arbre. Leur cortège s'éloigne aux cris de « Libérez Ben Bella! ». Les Européens en font autant en scandant « A bas de Gaulle! » sur l'air des lampions.

Le chef de l'État s'entretient avec les membres du conseil municipal, puis il accorde une audience au conseiller général Mahdi.

« Le monde musulman est derrière vous, mon général, car il voit en vous un redresseur de torts, un homme loyal, le seul qui ait fait pour nous, en quelques mois, ce qu'aucun gouvernement n'a fait en plusieurs années. Nous voulons que les pourparlers reprennent pour que cesse cette guerre. »

Le général l'écoute en silence, hoche la tête et, l'air songeur, il répond simplement : « Je voudrais moi aussi que cette guerre soit terminée avant que je disparaisse. »

Telergma, Constantine, Batna... Ici, le général Ducournau, commandant la zone de l'Aurès, fait au visiteur un long exposé sur la situation dans cet Est algérien qui a vu naître la rébellion et où elle conserve toujours des combattants de valeur, mais qui n'est plus aujourd'hui cette base logistique qu'elle fut naguère pour l'A.L.N. Et c'est Biskra, dernière étape du voyage.

Aux portes du désert, les journalistes qui suivent le cortège présidentiel se posent des questions sur l'attitude de la population. On la sent manifestement sous l'influence des événements d'Alger. La foule n'est pas nombreuse. Elle est en tout cas à forte proportion musulmane : la ville ne compte que 14 000 Européens sur 57 000 habitants. On a bien fait venir quelques nomades qui campent non loin de là, mais le changement de programme n'a pas permis, précise un officier, d'« amener les volontaires ».

Il apparaît d'ailleurs qu'on n'a guère encouragé la population à se déplacer. Une voiture munie de haut-parleurs n'a-t-elle pas parcouru la ville quelques heures plus tôt, invitant, en langue arabe, les habitants à rester chez eux?... On assurera plus tard qu'il s'agissait seulement de demander à la population de laisser les volets fermés pour des raisons de sécurité...

Le général descend de voiture pour serrer des mains. C'est plus les cris d'« Algérie algérienne » que les « Vive de Gaulle! » qui s'élèvent de la foule. Cela semble constituer pour les officiels présents, comme une révélation.

A l'instar des « yaouleds » d'Alger

On voit même à Biskra des bandes de gosses d'une dizaine d'années se faufiler à travers un service d'ordre cependant bien quadrillé en criant cette fois « Abbas... Pouvoir »... Jeune meute bien évidemment lâchée dans la ville par ses aînés et obéissant à des mots d'ordre précis, à l'instar de leurs petits camarades, les *yaouleds* d'Alger.

De retour à Paris le général de Gaulle



Habans/Paris-Match

◄ Le temps s'est mis au diapason de l'humeur des foules européennes : il est exécrable. Mais à Tlemcen, malgré le froid glacial et la pluie, une foule de musulmans en djellaba et burnous se pressent le long des trottoirs.

Devant l'hôtel de ville de Tizi-Ouzou, de Gaulle prononce une allocution qui sera traduite en kabyle. « Le jour viendra, dit-il entre autres, où les mains se serreront et où l'on pourra enfin construire l'Algérie nouvelle. »



G. Ménager/Paris-Match

◄ Bougie, où le F.A.F. a demandé à ses adhérents de s'opposer aux discours du général de Gaulle et de couvrir sa voix en chantant *la Marseillaise*. Bougie, où trois compagnies de C.R.S. devront faire évacuer la place devant la préfecture.

tre les enseignements de son voyage en Algérie, ainsi que des événements qui l'ont marqué. Ceux dont c'est le rôle, ou qui font métier d'analyser ses intentions, les résu[illegible]ment ainsi

- Le général est persuadé que son intervention a bouleversé les plans des activistes. En provoquant des manifestations, ceux-ci espéraient obliger l'armée à se ranger dans leur camp. Force est de constater qu'il n'en a rien été. Du moins cette fois.
- La politique algérienne du chef de l'État suit une voie étroite que les événements récents ont rendue plus étroite encore. Mais pour de Gaulle, il ne saurait être question d'en changer.
- Le président de la République entend maintenir le référendum au 8 janvier. Si, comme il le pense, il obtient une majorité de [illegible] il procédera [illegible] des institutions provisoires de l'Algérie [illegible]
- Très vite aussi le chef de l'État prend[illegible] une initiative en vue de mettre fin aux combats, soit par une relance de[illegible] [illegible] de M[illegible] [illegible] par [illegible] décision de [illegible]

Mais [illegible]

une action immédiate destinée à affirmer l'autorité de l'État.

En réponse au tragique bilan des manifestations qui se sont déroulées à travers l'Algérie — 123 morts et plus de 600 blessés —, le pouvoir prend une série de mesures. Plus de mille arrestations — dont celles de 600 Européens — ont déjà été opérées. Des sanctions énergiques sont annoncées « contre les instigateurs et les meneurs, quelles que soient leur origine et leur situation ». Pour la seule ville d'Alger, 27 informations judiciaires ont été déjà ouvertes pour atteinte à la sûreté de l'État et pour homicide volontaire.

Couvre-feu

A Paris, le conseil des ministres a, en outre, décidé et approuvé les mesures suivantes :

- Dans la plupart des villes où se sont déroulés émeutes et incidents, le couvre-feu est imposé à partir de 20 heures et tout rassemblement de plus de dix personnes interdit ;
- 40 fonctionnaires d'Algérie sont relevés de leurs fonctions pour avoir participé à la grève décidée par le Front de l'Algérie française.
- 63 magasins sont fermés pour deux semaines en raison également de leur participation à la grève ;
- Toutes les rencontres sportives sont annulées jusqu'à nouvel ordre dans la région d'Alger ;
- Le F.A.F. est dissous ainsi que le F.N.A.F. (Front national pour l'Algérie française), mouvement créé au mois de juillet 1960 et qui compte dans ses rangs plusieurs personnalités d'extrême droite telles que Jean-Marie Le Pen, Lacoste-Lareymondie, le colonel Thomazo et Me Tixier-Vignancour.

Ce n'est pas tout. On parle de la mise à la retraite d'office du général Salan. Actuellement en Espagne, le « Mandarin » a été prié par Messmer de rentrer à Paris, mais le ministre des Armées a tout lieu de penser qu'il ne déférera pas à cette invitation. C'est au Conseil supérieur de la guerre qu'il appartient de prendre les sanctions dont le gouvernement veut frapper Salan.

« Je n'ai pas encore répondu au télégramme me convoquant à Paris. J'ai tout mon temps... », déclare, à Madrid le général qui ne quitte guère l'hôtel Princesa où il est descendu, et où il a entendu à la radio, sans marquer d'étonnement, les mesures disciplinaires prises contre lui.

Pierre-Albert LAMBERT



La deuxième journée ▶ du voyage du chef de l'État a commencé à Cherchell. Un très important dispositif [illegible] mis [illegible] route qui mène à Alger ainsi que dans la ville. Le général [illegible] d'infanterie qui depuis 1959 forme de jeunes E.O.R. de souche nord-africaine.

ET LE FRONT REPREND PIED







Dans la région d'Alger, tout un univers concentrationnaire : camps d'internement de Lodi, Berrouaghia, Tefeschoun, Paul-Cazelles ; centres de transit et de triage d'El-Biar, de Douera, de Beni-Messous. Là, la contamination est grande. Car, mêlée aux membres du F.L.N. se trouve une masse considérable de musulmans arrêtés pour défaut de papiers d'identité au cours d'un contrôle ou autre broutille de ce genre. Révoltés par l'injustice dont ils se croient victimes, ces Algériens se laissent facilement endoctriner et recruter par les agents du F.L.N. qui trouvent dans ces camps un merveilleux terrain pour leur propagande.

L'histoire de l'action menée par l'organisation F.L.N. dans la capitale de l'Algérie, en 1960, se caractérise par une lente renaissance du mouvement, au début de l'année, après vingt-sept mois d'un effacement presque complet consécutif à la défaite de 1957 dans la « bataille d'Alger », puis par une structuration assez sérieuse, au début de l'été, et enfin, dans les derniers mois de l'année, par un « interventionnisme » qui atteindra son point culminant lors des grandes manifestations populaires algériennes de décembre.

Fin 1958, un vétéran de la première « zone autonome d'Alger » du F.L.N., Larbi Alilat, avait constitué, avec l'aide d'un autre « ancien combattant », Belkacem Betouche, un réseau discrètement relié au commandement de la wilaya 4, mais cette équipe avait été « noyautée » par des agents doubles du B.E.L., le « Bureau d'études et de liaisons », qui mène, du côté français, la « guerre politique », et elle avait été démantelée. En 1959, Alilat, qui avait échappé au coup de filet, avait pu reconstituer, toujours avec l'aide de Betouche, mais aussi avec celle d'un second lieutenant, Ben Saada, d'autres groupes F.L.N. opérant principalement dans les hauts quartiers dominant Alger (Bouzaréa, Climat-de-France), et même à Delly-Ibrahim. Cependant, le réseau ne s'était pas beaucoup étendu, car son chef, arrêté pour défaut de papiers d'identité lors d'un contrôle de police, avait été envoyé au camp d'internement de Bossuet.

L'essor relatif de ce petit mouvement d'une centaine d'hommes commence en janvier 1960, lorsque la population musulmane, excédée des déchaînements des « ultras » lors de la « semaine des barricades », se met à lui apporter un soutien plus actif. La liaison se fait mieux, d'autre part, avec l'état-major de la wilaya 4, et surtout avec des officiers des zones 2 (Sahel) et 5 (région de Berrouaghia). Ce sont des militants d'« Alger-Ville » qui diffusent, dans la capitale, au rythme d'un par semaine environ, les tracts rédigés par des responsables politico-militaires de la wilaya pour annoncer une opération militaire de l'A.L.N., dénoncer telle ou telle répression ou expliquer aux Européens une décision du G.P.R.A.

Après la propagande, le renseignement, les finances et l'organisation se développent lentement. Au printemps, le réseau a doublé ses effectifs. Il comprend 200 membres environ. Il compte aussi une cinquantaine de *fidayin* (dont les premières activités font l'objet, après l'assassinat d'un officier S.A.U., le 12 avril, d'un rapport spécial remis au nouveau préfet de police d'Alger, René Jannin, lorsque celui-ci prend ses fonctions). Ses principaux chefs sont Belkacem Betouche, Mohand Bara, *alias* Malik, un autre vétéran de la « bataille d'Alger », et Ali Khanchoul, qui avait d'abord créé ses propres groupes avant d'accepter leur intégration dans l'ensemble du réseau.

Une grenade dans un café

C'est avec ce triumvirat que Larbi Alilat, qui s'est donné le nom de guerre d'Abdelhafif, reprend contact lorsqu'il est libéré, à la mi-juillet, du camp de Bossuet. Il décide, avec ses compagnons, d'organiser des collectes de fonds parmi des éléments sympathisants de la population pour autofinancer le développement du réseau, mais aussi pour faire un recrutement très





prudent et très sélectif des nouveaux adhérents, de manière à éviter l'infiltration de mouchards

Sélectives également doivent être, d'autre part et par ordre supérieur, les opérations des *fidayin*, « qui ne doivent viser que les agents militaires ou policiers du système colonial », afin que la population ne soit pas défavorablement impressionnée par des attentats aveugles. Les ordres sont le plus souvent, exécutés correctement, mais parfois, il y a des « bavures ». Si par exemple, le 15 août, un groupe de *fidayin* de Blida réussit une opération contre un gendarme — Claude Blas — qui est tué en saisissant une grenade piégée dissimulée sous un paquet de tracts F.L.N un groupe de *fidayin* de la Casbah d'Alger manque, le même jour, le coup qui avait été préparé contre le commissaire de police Molinier. En se plaquant au sol, celui-ci, qui consommait dans un café de la rue Bologhine, réussit à échapper à la grenade lancée contre lui par un *fidaï* et l'engin tombe sur l'auvent de l'établissement, puis rebondit et explose dans la rue, faisant deux morts et seize blessés

En septembre, le chef des *fidayin*, Youssef Ben Slimane, qui en impose à tous par son expérience, car il est un des rares militants qui aient participé aux actions armées du 1er novembre 1954 dans l'Algérois, organise, pour la première fois, quelques opérations en ville européenne. C'est ainsi que, le 6 septembre, un militaire français est blessé par l'explosion d'une grenade lancée à l'intérieur d'une brasserie du boulevard Bru. A cette date, les attentats de l'organisation F.L.N. ne sont pas très nombreux, mais ils sont tout de même assez fréquents pour que les dirigeants du réseau puissent faire état d'une « force de frappe » de nature à faire réfléchir hésitants et récalcitrants.

Le faux numéro 36

Abdelhatif et Malik préfèrent cependant user de la persuasion plutôt que de l'intimidation. Ils utilisent habilement, pour leur propagande, tout ce qui peut frapper une population musulmane dont ils connaissent bien les préoccupations et la sensibilité. Sachant à quel point, par exemple, on est, à Alger, passionné de football, ils exploitent à fond le ralliement au Front de joueurs professionnels algériens opérant dans des clubs français — Oudjani, de Lens, Boutal, de Béziers, ainsi que le « Saint-Eugénois » Dahman Dafnoun et le « Zéraldien » Ali Ben Fadah — qui ont quitté leur club, début août, pour rejoindre à Tunis, *via* l'Allemagne de l'Ouest, l' « équipe nationale F.L.N. » de football constituée, en 1956, autour des joueurs internationaux Mekloufi, Ben Tifour et Zitouni.

Le B.E.L., du coup, relance de plus belle sa « guerre psychologique ». Il fabrique — ce qu'il n'avait pas fait depuis quelques semaines — un nouveau faux numéro d'*El-Moudjahid*, mais aussi un faux numéro — le nº 36 — de l'hebdomadaire clandestin du parti communiste algérien, *Liberté*. C'est que le P.C.A. qui, peut faire valoir l'appui croissant apporté par l'U.R.S.S. à la cause algérienne (les colonnes de l'organe théorique du P.C soviétique, le *Kommunist*, viennent de ▶



Dans un quartier musulman, un commerçant n'hésite pas à afficher son opinion : il est pour la France et pour de Gaulle. Le F.L.N. ? Il ne veut pas connaître. Ce n'est pas chez lui que les *fidayin* trouveront assistance.

▶ ET LE FRONT...

des étudiants crient "Abbas au pouvoir!"

s'ouvrir à son secrétaire général Larbi Bouhali), commence à se montrer, lui aussi, plus actif. Il publie une brochure, *Notre peuple vaincra*, et, en milieu européen, il regagne, à la faveur de la lutte contre les ultras qui défient de plus en plus ouvertement le pouvoir de Paris, une petite influence dans certains milieux de fonctionnaires et d'étudiants.

Contre l'extrême droite et la droite, prépondérantes à l'Université, des alliances se nouent entre des étudiants européens communistes, progressistes, libéraux, et des étudiants musulmans groupés clandestinement dans l'organisation F.L.N. sous la direction de Henine Moula (qui devait tomber, en novembre 1961, sous les balles de l'O.A.S.). Les minoritaires résolus refusent, le 3 novembre 1960, l'ordre de « grève générale des facultés » lancé par la droite pour protester contre le « procès des barricades » et la comparution en justice de Lagaillarde. Une centaine d'entre eux pénètrent à l'université aux cris de « Liberté d'opinion! », « Le fascisme ne passera pas! »





Des réunions clandestines

Des bagarres entre les grévistes, qui scandent « Algérie française! », et leurs adversaires de gauche éclatent autour de la faculté de droit et devant l'université, rue Michelet. La police y met rapidement fin, à coups de matraque (une dizaine de blessés) mais, pour la première fois au cours de cette échauffourée, le slogan « Abbas au pouvoir! » est crié par les étudiants algériens, pendant quelques minutes, dans la principale artère d'Alger.

Ce slogan est repris, le soir même, à la Casbah, où, pour la première fois depuis 1957, des musulmans manifestent. Dans certains endroits, des responsables du réseau F.L.N. (qui, ayant recruté parmi les Algériens récemment libérés des « camps d'hébergement », compte maintenant plus de 400 militants pour l'ensemble de la capitale) invitent les habitants de tel ou tel groupe de maisons à monter des gardes nocturnes pour que ces *chouafs* — guetteurs — puissent protéger les réunions clandestines de différents groupes F.L.N.

Ces groupes sont de mieux en mieux cloisonnés, structurés et hiérarchisés sous l'autorité d'une direction collective au sein de laquelle les responsabilités sont [illegible] mais bien délimitées. Larbi Alilat s'occupe de l'administration, de la propagande et des contacts avec l'A.L.N. des wilayas voisines, Mohand Bara des finances et Belkacem Betouche contrôle, au sommet, les *fidayin* de la branche « action ».

L'organisation est petite, mais efficace. Il lui manque une liaison organique avec la direction suprême du F.L.N., le Conseil national de la révolution algérienne, et le G.P.R.A. siégeant à Tunis. Cette liaison est établie, en novembre, lors d'une rencontre entre Larbi Alilat et deux officiers — le capitaine Kheireddine et le lieutenant Djamal — dépêchés par le commandement de la wilaya 4.

Il y a près d'un an que le troisième C.N.R.A. de Tripoli (décembre 1959-janvier 1960) a donné l'ordre au « conseil » de la wilaya 4 de faire fonctionner, sous sa direction, une organisation F.L.N. à Alger-Ville. Les dissensions et les crises au sein de la wilaya 4, ont cependant été telles que, pendant de longs mois, cette directive n'a pu être appliquée. Aujourd'hui, le moment est enfin propice, et l'établissement d'un « lien organisationnel » entre le F.L.N. d'Alger et le C.N.R.A., *via* le commandement de la wilaya 4, est à l'ordre du jour de l'entretien de Kouba. Celui-ci se déroule non loin de la place de la mairie, dans la maison d'un militant, Rabia, et se révèle fructueux.

Le fils du caïd

Kheireddine et Djamal deviennent, en effet, les supérieurs hiérarchiques de l'organisation F.L.N. d'Alger et acceptent de respecter les structures de cette organisation telles qu'elles ont été établies avant



◄ Dans les « cités H.L.M. pour indigènes », la population « sédentarisée et bien logée », avait la réputation d'être moins remuante que celle de la Casbah. Pourtant, c'est de là que partiront les cortèges de musulmans, le 11 décembre 1960.

Les drapeaux vert et blanc ont fait leur apparition dans Alger. Les enfants les brandissent, joyeux. Tout à l'heure, ils prendront la tête des cortèges de jeunes gens surexcités, haineux, qui hurleront des slogans nationalistes. ►



◄ La Casbah. Pour la première fois depuis 1957, sa population a manifesté, au soir du 3 novembre 1960, aux cris d'« Abbas au pouvoir », par solidarité avec les étudiants algériens.

Les « manipulateurs » gaullistes ont perdu le contrôle des éléments qu'ils ont déchaînés. Oui à « Vive de Gaulle » et à « Algérie algérienne », mais le drapeau F.L.N. n'était pas prévu. ►

qu'ils entrent en scène. La seule question qui semble les inquiéter est celle de savoir si certains Kabyles ne se montreront pas mécontents de la prépondérance de la wilaya 4 sur la wilaya 3 qui, dans le passé, a toujours exercé une forte influence sur le mouvement F.L.N. d'Alger.

Ali est cependant [illegible] rassuré. Il est lui-même kabyle, fils du caïd de Sidi-Aïch dans la vallée de la Soummam et il sait que le sage Mohand Ou el Hadj, qui commande la wilaya 3, ne tient pas à allumer de vaines querelles de prestige avec ses voisins de la wilaya 4 et qu'il ne remettra pas en cause l'« accord de Kouba ».

Cet accord fonctionne si bien que Kheireddine et Djamal font « descendre de la montagne » quelques maquisards qui vont renforcer les *fidayin* de l'organisation F.L.N. d'Alger. Des unités françaises tuent ou capturent, d'ailleurs, certains de ces combattants « en transit » au cours d'accrochages dans le secteur Maison-Blanche-Aïn Taya et dans le secteur d'Arba-Rovigo.

Certaines actions spectaculaires de ces *fidayin* — par exemple l'attentat contre le café du « Coq-Hardi », proche de la poste en plein centre d'Alger — contribuent à renforcer dans la capitale, le prestige et l'influence de l'organisation F.L.N. Les bons observateurs ne s'y trompent pas. Le correspondant particulier à Alger du journal *Combat* écrit, par exemple, le 10 novembre : « Les cotisations versées aux collecteurs de fonds du F.L.N. sont en nette progression, tandis que ceux des musulmans qui ont collaboré avec les autorités françaises s'empressent de postuler des emplois en métropole... Dans la Casbah, ceux qui refusent de rallier le F.L.N. préfèrent passer la nuit dans les S.A.U. plutôt que de retourner chez eux... Sortant de l'attentisme, les masses musulmanes, progressivement, s'orientent vers la rébellion. »

L'ampleur de ce « phénomène de masse » surprendra cependant même les dirigeants F.L.N., ceux de Tunis comme ceux d'Alger. Ceux-ci exploiteront astucieusement, en décembre, une situation favorable : de Gaulle fait une tournée en Algérie, de nombreux Européens se déchaînent contre lui et, pour leur faire échec, certains officiers des S.A.U. poussent des musulmans qu'ils croient contrôler à lancer, dans des contre-manifestations « gaullistes », des mots d'ordre « gaullistes ». On suggère à ces musulmans de passer de ces slogans à d'autres slogans favorables, eux, à la résistance algérienne et au G.P.R.A. La manœuvre réussit au-delà de toute prévision. Il n'y a que 400 militants organisés du F.L.N. pour donner ces consignes de débordement, mais ce sont des dizaines de milliers de musulmans qui, sans avoir été touchés par la petite organisation F.L.N., crient « Abbas au pouvoir ! » et brandissent des drapeaux vert et blanc.

Luttes de clan et batailles internes

Lors des événements de décembre 1960, il apparaîtra que des officiers gaullistes trop « manipulateurs » ont joué, en fait, les apprentis sorciers et que l'organisation F.L.N., récemment implantée à Alger, n'a été que le mince détonateur d'une formidable explosion. Au début, elle est, certes, agissante, mais elle est, très vite, largement dépassée. C'est que la grande masse de la population musulmane d'Alger saisit spontanément l'occasion qui se présente à elle pour exprimer violemment des sentiments nationalistes longtemps refoulés.

C'est d'ailleurs en partie parce qu'elle ignore tous les côtés négatifs du F.L.N. réel — luttes de clan, batailles internes pour le pouvoir — qu'elle manifeste si impétueusement son enthousiasme pour un F.L.N. idéalisé. Quelles que soient les mystifications qui l'accompagnent, cet élan populaire représente une force politique dont de Gaulle, avec son froid réalisme, mesure toute l'importance. C'est à partir du mois de décembre 1960 que le général de Gaulle entamera, et cette fois avec la volonté d'aboutir, la négociation, secrète d'abord, publique ensuite, avec le G.P.R.A.

Albert Paul LENTIN





LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

TÉMOIGNAGE



Le calme qui accueille le général de Gaulle à son arrivée à Aïn-Témouchent...

La dernière tournée des popotes

En lever de rideau, le conseil des ministres décide, le 30 novembre, que le référendum par lequel la France doit approuver ou désapprouver la nouvelle politique algérienne du général de Gaulle aura lieu en janvier : il fallait trouver une base juridique à l'entorse à la Constitution qui se préparait.

Le 9 décembre, le général de Gaulle arrive à Aïn-Témouchent, en Oranie. Européens et musulmans brandissent des banderoles « Vive l'Algérie française ! » Mais les Européens poussent des cris hostiles, les musulmans restent muets. C'est vers ces derniers que de Gaulle se dirige : « Les cris et les clameurs, dit-il, cela ne signifie rien ! »

Le même jour, à Alger, le F.A.F. déclenche la grève. Elle est générale même dans l'administration. Des manifestations sont prévues... et interdites. La ville est quadrillée par des gendarmes et des C.R.S. venus de métropole en renfort. De jeunes Européens, étudiants et lycéens, auxquels se sont joints aussi de jeunes musulmans, enseignants en tête, occupent la rue Michelet, assaillent le service d'ordre à coups de pierres. Des pots de fleurs tombent des étages. Les incidents de rue se poursuivent le 10 décembre.

Le sang ne coulera pas, malgré le vœu formulé par le nouvel adjoint au commandant du secteur Alger-Sahel. Scandalisé par les cris hostiles au chef de l'État, il s'était écrié, dans un *briefing* réunissant les responsables du service d'ordre : « Faut que ça saigne ! »

Contrairement aux rumeurs intéressées qu'on fera courir, aucun musulman n'a, alors, été pris à partie.

Le 10 décembre, le général de Gaulle visite Cherchell et Blida, où le commandant de la zone Nord algérois lui inflige un interminable exposé sur les « opérations » conduites dans sa zone.

« Bilan ? » interroge de Gaulle, un peu impatienté.

– Un fusil, un pistolet récupérés dans le mois. –

« C'est bien, j'ai compris, ironise le général qui ajoute : Il faut faire l'Algérie algérienne. Il est vain de prétendre qu'il s'agit d'une province comme notre Lorraine ou notre Provence. »

A Orléansville, nouvelle manifestation d'hostilité : « Vive l'Algérie française ! A bas de

Suite page II

Précisions pour l'Histoire...

La lettre de M. Boumendjel en date du 24 janvier 1968, parue en photocopie dans le numéro 47 d' « Historia Magazine » appelle les remarques suivantes :

M. Boumendjel prétend que trois ou quatre jours après le 11 octobre 1958, « le G.P.R.A. a pris l'initiative d'arrêter la vague de terreur ».

M. Boumendjel jouit de la sympathie de certains milieux politiques français qui ont bien voulu oublier qu'il fut jadis le représentant en Algérie du Parti populaire français de Jacques Doriot, mais il se trompe... ou il nous trompe !

Sauf une trêve, très brève, décidée par la wilaya 4 en juillet 1960, le terrorisme n'a jamais cessé de sévir depuis le 1er novembre 1954, conformément aux ordres maintes fois réitérés du G.P.R.A. Son rythme ne baissera que sous les coups des forces de l'ordre en Algérie et de la police en métropole

Le G.P.R.A., créé le 19 septembre 1958, s'est d'ailleurs réuni pour la première fois au Caire fin novembre 1958. Il discutera surtout du complot qui venait d'éclater en Tunisie et de la manière d'étouffer le scandale Allaoua, un ami du docteur Lamine Debaghine exécuté pour avoir porté contre des membres du G.P.R.A. des accusations très graves

Le 25 octobre, un message chiffré signé de Krim Belkacem prescrivait aux commandants de wilaya de « marquer l'anniversaire du 1er novembre 1954 par une recrudescence d'activité de l'A.L.N. et des *fidavin* », c'est-à-dire des terroristes

Le 28 octobre 1958, les radios du Caire, de Rabat et de Tunis diffusaient, en clair, une proclamation de Krim Belkacem exhortant « les forces armées de la révolution algérienne à célébrer l'anniversaire de l'insurrection en déclenchant des actions contre les colonialistes et contre les traîtres partout où ils se trouvent, en France et en Algérie ». Telle est la réalité

Il fallait vraiment beaucoup de naïveté... ou de parti pris pour imaginer le F.L.N. renonçant au terrorisme, son arme la plus efficace, et pour prendre pour des lanternes les vessies de la propagande dont M. Boumendjel était alors chargé

Général J..., (C.R.)
21240 Talant

★

La lecture du n° 202 de votre magazine *Algérie* m'incite à vous écrire

En 1956, j'ai personnellement tenu au bout de ma mitraillette le sieur Abane Ramdane (j'étais parachutiste maintenu de la 54-2 A), et vous pouvez me croire, ce jour-là il ne brillait pas. Prosterné à nos pieds (nous étions alors quatre dans le bureau de l'O.R.), ce qu'il nous a proposé en échange de sa vie ! Curieux héros et curieuse manière d'affirmer sa foi en un idéal !... Je tire mon chapeau devant ces *djounoud* qui, à court de munitions, nous fonçaient dessus au couteau (ces cas ont été rares, mais ont existé), de la même manière je crache sur ces chevaliers de la jaquette du bureau politique planqués dans les salons de Genève, Rome ou Tunis

Ce jour-là, Abane a dû la vie sauve à un officier de réserve qui est intervenu à temps. Ce qui ne lui a pas porté chance, puisque, quelques mois plus tard, les fells le faisaient émasculer, sur le bord d'une piste de Kabylie. Ces gens-là savaient remercier ceux qui leur faisaient des fleurs

Bravo pour votre magazine, pour son objectivité et son sérieux

Un ancien de la 54-2A.

★

J'ai attendu pour vous écrire mais je ne peux manquer de le faire à la lecture du n° 309 sur la guerre d'Algérie à propos de l'article sur Coulet, page 2349

Quand vous dites que de Gaulle, le bradeur, a placé ses fidèles, vous n'avez jamais si bien dit la vérité car si nous



... sera bientôt troublé par les manifestants, allant jusqu'à l'affrontement entre

avions un entraînement sévère, ce n'est pas grâce à Coulet, mais à ses lieutenants et en particulier à des gars comme le lieutenant Fontaine et d'autres

J'ai été blessé en opération en 1958 et je n'ai pu vivre la suite des commandos, mais étant retourné comme civil en Algérie j'ai appris avec tristesse la dissolution de ces commandos et j'aimerais savoir « grâce à qui » Je ne nie pas que Coulet ait été un bon commandant pour nous, mais quand on est trop fidèle à de Gaulle je crois qu'en fait beaucoup de chefs ont en quelque sorte trahi ce qu'ils défendaient au début. Or, moi, j'ai toujours été Algérie française et je n'ai jamais changé

M. J.-C. M..., 24300 Javerlhac

*

En tant qu'appelé en Algérie, je ne suis pas le seul à avoir pris à cœur la pacification, même si on hurlait « la quille » de temps à autre et, quand le grand homme du 18 juin avec toute sa légende, en qui j'avais confiance, a décidé de lâcher l'Algérie et ce, après avoir dit « L'Algérie restera française », j'ai eu une amère déception et je ne suis pas le seul. Il est bien dommage que certains officiers très capables, à en lire les articles d' « Historia » aient été mutés en métropole ou ailleurs, je pense au colonel Bigeard, au général Challe et bien d'autres encore, car pour le gouvernement ils étaient gênants et c'est cela la reconnaissance d'un gouvernement

M. J. A..., 44150 Ancenis





pieds-noirs et musulmans « Algérie française », et musulmans déchainés, « Algérie... algérienne », C.R.S. et police devront intervenir tout au long du voyage.

*

Dans le n° 78 *Guerre d'Algérie*, page 2276, je reconnais ma silhouette, face à M. Lauriol, au P.C. des députés, lors des barricades. M. Lauriol arrivait à l'heure même de Paris, où il avait eu la veille au soir un entretien avec le général de Gaulle

M. Lauriol fit alors le récit de l'entrevue à un groupe d'amis, stupéfaits des déclarations du président de la République

Avec mon fils, je prends des notes que M. Lauriol rectifie aussitôt; en voici le texte que j'ai conservé

Entretiens de Gaulle-Lauriol du mardi 19 janvier

Points déclarés par de Gaulle

1) l'armée ne sait que cogner matraquer, torturer. Elle ne fait que des conneries : elle a fait l'affaire Dreyfus, elle a fait Pétain et maintenant elle fait l'intégration. Il y a plus de fellaghas tués que de Français;

2) les magistrats des tribunaux militaires sont des incapables, des médiocres, des exécuteurs des hautes œuvres;

3) les musulmans ne seront jamais des Français;

4) les musulmans me font confiance parce qu'ils attendent de moi que je leur ramène Ferhat Abbas;

5) les musulmans détestent les Français d'Algérie et lui seul, en 1944, avait été le premier à faire quelque chose pour eux

Il y avait un 6ᵉ point, dont je ne me souviens plus exactement et que M. Lauriol nous a demandé de ne pas consigner, tellement il était violent .. On ne vous croira pas, nous a-t-il dit

Mon fils et moi sommes alors chargés, par nos amis qui connaissent nos excellentes relations avec notre ancien chef, le ▶

La vérité des deux côtés...

colonel Argoud, de porter ce papier à l'état-major.

Après en avoir pris connaissance, le colonel me dit aussitôt, en me transperçant de son regard : « Alors, vous allez passer ça naturellement à la ronéo et en inonder la ville ? »

« Mes amis, ai-je répondu, désirent seulement vous informer, ils ne m'ont pas chargé de vous demander le « bon à tirer ». »

Le général Crépin, qui venait d'arriver le matin même, je crois, entre alors dans le bureau du colonel. « Tenez, voici la toute dernière. »

A la fin de la même matinée, je partis pour Boufarik, où se tenait une importante réunion d'agriculteurs, groupant plus d'un millier de personnes, et je donnai lecture du document.

Comme l'a dit alors M. Dumée, président des maraîchers, nous étions le dos au mur... et bientôt face à la mer, qu'il nous faudrait traverser.

M. d'O..., 58600 Fourchambault

★

Je pense qu'il serait bon de parler des conditions sociales des rappelés ou des appelés qui ont participé de gré ou de force en Algérie.

Voilà mon cas :

J'ai fait 3 mois de classe au 3e génie à Charleville-Mézières dans le groupe d'instruction. Je me suis embarqué à Marseille sur le *Pasteur* le 20-9-1956. Débarqué à Mers el-Kébir, le 22-9-1956 au 129e R.I. à environ 20 kilomètres au sud de Lamoricière (Oranie) et libéré le 18-7-1958.

Étant marié, père d'une petite fille que je connaissais à peine, j'ai été obligé de laisser ma femme se débrouiller toute seule et moi de me lancer vers l'inconnu, le bled, la peur, etc.

Tout cela pour une cause mal connue de la plupart de nous. Et que l'on apprend beaucoup mieux par des livres que par ce que l'on a vu et fait. Là-bas, j'ai laissé de bons copains morts en opération, certains que je

TÉMOIGNAGE

(Suite de la page I)

Gaulle ! » crient Européens et... musulmans.

Le 11, à Bougie, la visite a été soigneusement préparée par le commandant de secteur, si soigneusement que M. Mauriac, représentant de l'A.F.P. dans le convoi présidentiel, câble, la veille, à sa direction, l'enthousiasme qui attend le général de Gaulle et la relation erronée des incidents d'Alger des 9 et 10 décembre. Le délégué général, M. Morin, tout de même un peu surpris, ordonne de différer ce message qui risque de relancer les mouvements de rue.

Les musulmans, à Bougie, crient : « Vive de Gaulle ! », « Vive l'Algérie algérienne ! » et aussi... « Vive Ferhat Abbas ! », ce qui n'était pas prévu.

De Gaulle fait la grimace, mais M. Terrenoire, ministre de l'Information, jubile : « Vous voyez, nous aussi, nous savons manier les foules », s'exclame-t-il devant les journalistes éberlués.

A Alger, les choses tournent mal. Pour soutenir la politique nouvelle, on a libéré des camps de prisonniers 3 500 fellaghas. Quelques S.A.U. (sections administratives urbaines), circonvenues par le directeur des affaires politiques, incitent les musulmans à manifester. Les émissions en langues arabe et kabyle les y poussent sans discrétion. Les meneurs sont mis en place par le M.P.C. de Jacques Dauer.

Le 11 décembre, dans la Casbah, à Belcourt, de jeunes musulmans désœuvrés descendent dans la rue, porteurs de banderoles... « Vive l'Indépendance ! », « Vive Ferhat Abbas ! » Ils brandissent le drapeau vert et blanc du F.L.N., quelques Européens sont assassinés, des magasins pillés, des musulmans fidèles à la France abattus, la synagogue est mise à sac... sous l'œil complaisant des C.R.S. et indifférent des gendarmes.

La manifestation musulmane, c'est évident, tourne à l'émeute. M. Morin donne l'ordre de faire intervenir l'armée : paras, zouaves, sapeurs, transmetteurs, etc., et d'ouvrir le feu si nécessaire. Les manifestants sont dispersés le 12, mais 76 d'entre eux sont morts !

Par Telergma, Biskra, Ouenza, le président de la République poursuit son périple. Pendant qu'il inspecte le barrage face à la Tunisie, un rassemblement d'Européens est dispersé à Bône : quelques morts.

Tout au long de son voyage, le général de Gaulle se montre avare de confidences ; pour lui, il est clair que les Européens



lui sont hostiles et les musulmans favorables à l'indépendance. Il refuse de voir le calme du bled malgré les excitations venues de tous côtés.

Le 15 décembre, de retour à Paris, il prescrit la dissolution du F.A.F., rapatrie 40 hauts fonctionnaires qui ont participé à la grève, ordonne le retrait des armes que les Européens ont été

connaissais bien, qui ne seraient sûrement pas morts s'ils avaient lu la guerre d'Algérie, telle que vous la racontez dans « Historia Magazine ».

Les morts, les infirmes à vie que j'ai vus, je ne vous en parle pas.

Mais nous, les vivants, nous devons témoigner. J'ai maintenant six enfants, je ne leur parle jamais de cela, ni de la guerre Ni quand je suis rentré en 1958, que je me suis retrouvé manœuvre (ma place ayant été prise par un Italien nouvellement émigré). Il m'a fallu plus de cinq années pour retrouver mon équilibre familial, cela fait partie aussi de la guerre d'Algérie...

M. Ch. P..., 08230 Rocroi

...J'ai quelques rares photos de veuves de guerre défilant comme des hommes pour se rendre au monument aux morts, femmes strictement musulmanes. Elles me suivaient, car j'étais leur présidente, marchant au pas...

Je tenais à vous dire qu'il faudrait que le public métropolitain comprenne que cette rébellion d'Algérie a été un malheur pour notre pays qui a perdu sa plus belle province et nous ne voulions en aucun cas la perdre, exactement comme les Résistants en 1939-1945 qui luttèrent contre les Allemands; c'est ce que nous voudrions que l'on sache.

Perdre son pays est cruel, terrible, et on ne peut oublier l'endroit où l'on a été élevé, que l'on a embelli, fertilisé, assaini et où nous avons foré des puits de pétrole qui ont suscité des convoitises de certains pays qui, en sous main, nous en ont fait chasser pour en capter nos ressources.

Voilà ce que je tenais à vous dire, quelques femmes ayant compris ce problème au coude à coude avec les musulmans qui faisaient bloc pour la France et nos braves harkis qui, en 1939-1945, ont servi leur patrie, la France, et qui sont, hélas! oubliés, sans travail, mal logés. C'est un sentiment douloureux et honteux que cet exode de tous ces Français partis les mains ▶



G. Ménager/Pari Mat h

◀ *A Tlemcen les témoignages d'espoir de la population pied-noir seront fréquents. Mais déjà les négociations ont commencé...*

jusque-là autorisés à détenir en vertu d'une décision, datant du 7 novembre 1954, du ministre de la Défense nationale du gouvernement Mendès-France

A la demande de M. Coulet, plusieurs officiers supérieurs sont mutés et le remplacement du général Crépin est décidé Cette dernière « tournée des popotes » débouche sur l'indépendance et non sur l'autodétermination

« De Gaulle a avalé son képi », dira Krim Belkacem. « Le peuple algérien s'est autodéterminé », conclura Ferhat Abbas.

Le 20 décembre 1960, l'O.N.U., par 63 voix pour, 27 abstentions et 8 voix contre, condamne l'action de la France en Algérie et reconnaît « le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance ».

La courbe du terrorisme remonte en flèche. L'O.A.S. se dessine, les « feux du désespoir » s'allument.

M. Debré prescrit à l'armée d'exercer les pressions nécessaires « car il importe que, dans les départements algériens, le suffrage réponde par l'affirmative à la question posée par le référendum. Les cadres militaires doivent être pénétrés de cette nécessité ».

Ainsi, on replonge l'armée dans le bain de la politique dont on prétendait l'extraire. Porter l'Algérie indépendante sur les fonts baptismaux ne pouvait qu'entraîner la cassure de l'armée.

Le référendum ne sera pas moins un échec : 39 % des populations algériennes seulement répondront « oui » et à Alger, Oran, Constantine et Bône, le « non » triomphera largement.

L'échec de la politique d'autodétermination est net.

Général J... (C.R.)

Opinions...

vides laissant leurs morts, leur cœur, leurs biens et aussi leurs amis musulmans car ils sont nombreux; je reçois régulièrement des nouvelles de mes chers amis...

Mme B.M. I..., 13014 Marseille

★

Ancien d'Algérie, je me fais envoyer régulièrement votre revue que je collectionne bien soigneusement.

Dans un récent numéro, le 77, vous imprimez à la page 2247 un groupe d'hommes, des autodéfenses, accompagnés d'un officier (photo de Jean Tourte).

Je reconnais très bien ce groupe et l'officier puisqu'il s'agit de l'autodéfense du village d'Afir à quelque dix kilomètres du port de Tigzirt, en Grande Kabylie. Le village était sous le contrôle d'une section d'appui artillerie de la 2e batterie du 1/408 R.A.A. dont le P C était à Bou-Djemaa. Si je connais très bien les hommes de la photo, c'est parce que, comme maréchal des logis, je commandais directement le groupe d'autodéfense de Bou-Djemaa distant d'Afir de 4 kilomètres et nous étions très souvent en contact avec ceux d'Afir.

L'officier de la photo est le capitaine commandant la 2e batterie en tournée de poste. Je ne me souviens plus de son nom, malheureusement.

Le village d'Afir était très connu dans le secteur puisqu'il était un important point d'artillerie de 105 avec le poste d'Agouni-Gourhane proche de la forêt de la Mizrana.



De Gaulle écourte son voyage à l'annonce des désordres d'Alger, d'Oran et de Bône.

Son autodéfense était aussi très cotée dans la région et avait infligé aux fells des pertes assez sévères. J'en suis le témoin. J'ai personnellement pris part à des accrochages de nuit avec les hommes que l'on voit sur la photo et j'ai préféré les avoir de mon côté que de l'autre, ou plutôt, j'ai préféré être de leur côté qu'en face. Outre les qualités guerrières de ces Kabyles, Afir était célèbre pour son cercle féminin (couture, hygiène, cuisine, etc.).

Détail curieux, le capitaine de votre photo commandait la 2e batterie du régiment, batterie postée à Tikoubain dont vous publiez une magnifique photo en double page du milieu, au nº 44 de votre série.

J'ai aussi remarqué qu'au revers de la couverture du nº 1 de la série, vous publiez une série de petites photos dont l'une représente des hommes assis contre un mur où l'on peut lire « Afir en tête de la Kabylie », C'est bien mon Afir...

En mars 1961, le régiment a quitté la Kabylie pour s'installer à Alger, mais je suis resté deux mois de plus seul avec mon autodéfense pour passer les consignes au 1er R.I.Ma qui prenait la relève. Début mai, j'ai rejoint mon régiment à Alger et je n'ai plus jamais revu mes hommes ni ceux d'Afir. J'espère qu'un jour, dans votre revue, je « tomberai » sur une photo montrant mes gars et peut-être moi-même, car nous faisions un bloc assez sympathique et uni.

Encore mes félicitations pour votre série.

M. G. M..., Limerik (Irlande)

(à suivre)



LA GUERRE D'ALGÉRIE

I. Numéros parus :

II. Numéros à paraître :

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication Maurice DUMONCEL - Imp GEORGES LANG, 11 rue Curial Paris 19e D L C 351



Cimetière targui au Tassili
Le Tassili des Ajjer est
un immense plateau parsemé
de blocs erratiques aux
formes extrêmement étranges.

DES GUERRIERS NOUVEAU STYLE

◄ Le colonel Gardes, qui a remplacé le colonel Goussault à la tête du 5e bureau, en 1958. Ses théories: découverte de la guerre psychologique à travers Mao, nécessité de mettre la population en condition...

Un « ventilo » arrive au C.I.P.C.G. (Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla) d'Arzew, où l'on initie les officiers aux usages et coutumes de l'Algérie, afin qu'ils puissent se rapprocher de la population. ►



Un officier, responsable politique rural, explique à la population d'un village les raisons du combat que livrent les forces françaises en Algérie.

DÉFENDRE sa famille, ses biens, son village, la vallée, le piton sur lequel il est bâti, n'est pas une idée nouvelle et fait partie du réflexe habituel, normal de l'homme sous quelque ciel que ce soit.

Grouper, organiser, était, au Moyen Age, l'affaire du seigneur, le donjon représentant pour les vassaux le point fort, le dernier bastion, tout comme l'église, l'asile où l'homme traqué trouvait pitié et vie sauve.

L'Action psychologique avait déjà créé, animé, des moyens efficaces destinés à aider l'armée au contact avec le F.L.N. Les S.A.S. administraient. Les médecins soignaient et l'A.M.G. (assistance médicale gratuite) avait pénétré jusqu'au fond des bleds perdus.

Les E.M.S.I. (équipes médico-sociales itinérantes) apportaient tout leur cœur à résoudre les problèmes de l'enfance et de la femme — et Dieu sait s'ils étaient nombreux et sordides!

Profitant de l'insuffisance de notre administration, le F.L.N., pour se substituer à elle, avait mis en place une infrastructure politico-administrative clandestine à partir de la cellule de base : la fraction ou *bocca*. Elle était parvenue à exercer un contrôle certain sur une importante portion de la population.

L'armée s'attachait à détruire cette O.P.A. et le 5e bureau à la remplacer par une infrastructure dévouée à la cause de l'Algérie nouvelle. Copiée sur celle de l'adversaire, cette nouvelle hiérarchie politico-administrative avait pour but — lointain — de mettre en valeur de nouvelles élites issues de la masse et capables de remplacer les élites anciennes, déconsidérées dans bien des cas.

Ces quelques lignes sont le canevas d'une action faisant l'objet d'une note EM/10/PSY/GP sur la « formation des responsables politiques ruraux et des responsables d'autodéfense ».

Les sept pages de cette note « très secrète » sont destinées aux officiers itinérants d'action psychologique désignés pour l'encadrement des premiers stages et aussi pour servir de conseillers aux officiers chefs des 5e bureaux de zone et plus tard de secteur ou de quartier.

Il serait beaucoup trop long d'expliquer le rôle de ces officiers, choisis pour des raisons diverses : anciens prisonniers du Viet-Minh, anciens des affaires indigènes du Maroc, anciens des affaires militaires musulmanes; tous savaient la valeur de l'homme, de son attachement à un idéal lorsqu'il en avait compris le sens.

Le colonel Goussault dirigeait le 5e bureau à Alger. Sa valeur et son rayonnement étaient incontestables. Le commandant Faugas, son adjoint, avait longtemps été prisonnier en Indochine. L'un comme l'autre cédèrent leur place au colonel Gardes, au colonel Cogniet, et l'équipe réunie par ces derniers était solide.

Le premier stage de formation eut lieu à Arzew dans l'enceinte du C.I.P.C.G. (Centre d'instruction, de pacification et de contre-guérilla), dans une maison soigneusement protégée, entourée de barbelés. Le secret était sévère.

Le C.I.P.C.G. lui, initiait les officiers nouvellement affectés en Algérie au pays, à ses usages, à ses coutumes, à l'organisation rebelle, à son historique, à cette gymnastique à laquelle leurs aînés étaient rompus. Tout cela devait être bénéfique à plus ou moins longue échéance mais le principal était qu'ils fussent bien pénétrés de ce pour quoi ils combattaient et du minimum de connaissances qui leur permettrait d'éviter l'erreur grossière, la faute psychologique qui fait perdre la face, car l'Orient commence en Méditerranée au départ de Marseille. .

La théorie des « trois avec »

Ce premier stage eut lieu en octobre 1957. Il devait durer... le temps d'une expérience, qui serait renouvelée, étendue si besoin était et surtout si l'intérêt s'en faisait sentir.

« Travailler, manger, dormir » ensemble. La théorie des « trois avec » chère aux Orientaux. Instructeurs et stagiaires devaient pratiquer ces trois disciplines, en faire leur règle de vie, s'imprégner les uns des autres, s'accommoder de ce qu'il y a de délicat dans cette promiscuité, cette approche réciproque, cette défense aussi parce qu'il est difficile d'aller volontairement jusqu'à l'abandon de ce qui est une des joies de la vie, la méditation dans la solitude et le silence.

Cependant, quelle extraordinaire chaleur humaine se dégageait de ces contraintes! Chacun de nous avait dix élèves et nous étions lieutenants ou capitaines ayant beaucoup vécu et beaucoup réfléchi à cette forme de guerre que l'on n'apprend pas dans les écoles militaires mais seulement sur le terrain, au contact des hommes. Les nôtres venaient de partout. Ils avaient été choisis suivant des critères simples mais non intangibles :

- Agé de trente-cinq ans au maximum, le stagiaire doit être avantageusement et honorablement connu. Le malhonnête comme l'ivrogne sont à exclure, quelles que soient leurs qualités.
- De bonne santé, il doit être capable de s'imposer à ses concitoyens par son dynamisme et son courage, son esprit d'initiative et son rayonnement.
- D'un niveau intellectuel au moins égal au C.E.P. à moins qu'il ne soit lettré en



arabe, il devra être travailleur et persévérant;

• Enfin, le candidat, sans être trop engagé avec la rébellion, ne doit pas non plus être compromis avec « l'ancien régime ». *Il faut des hommes nouveaux*, aptes à devenir des guides, des exemples.

Idées simples, idées de départ, cette directive devait être souvent remaniée par la suite. Tout devenait question de temps et d'opportunité, d'évolution et aussi de destruction. Il faut détruire avant de reconstruire. « Dans une affaire aussi dangereuse que la guerre, les erreurs dues à la bonté d'âme sont précisément la pire des choses » (Clausewitz, *De la guerre*).

Au départ, nos hommes étaient des clandestins pouvant aider, doubler des responsables officiels; ils dépendaient beaucoup de la valeur de l'officier chargé de contrôler leur action et de les protéger. Les détails de la formation importent peu ici, mais ils étaient soigneusement étudiés et les premières fiches d'action psychologique sorties de la mémoire toute fraîche encore d'anciens prisonniers du Viet-Minh nous furent précieuses. Je retrouvais malgré moi l'ambiance de la petite maison secrète d'Angleterre où j'avais passé une semaine avant d'être parachuté en France occupée, alors que l'imagination débordait et que les instructeurs s'attachaient à ramener les faits à leur valeur réelle.

Les jours se suivaient et les nuits aussi, qui rapprochent les hommes, les inclinant aux confidences, à l'aveu quelquefois sans que nous ayons à le provoquer. Aveu d'impuissance devant les méthodes des rebelles, devant cette idéologie dictatoriale et destructrice. Aveu de participation — de compromission, de culpabilité aussi.

Sous les rires

Cette phase de formation politique précédant celle de reconstruction d'un idéal à travers l'idée d'une nouvelle communauté française d'Algérie ouvrait le cycle des saynètes laissées à l'initiative des élèves. L'ancien de chez Renault ou de chez Citroën faisait la leçon au pauvre montagnard encore imbu de préjugés maraboutiques ou au garde champêtre trop autoritaire dont il comparait le pouvoir à celui du responsable militaire du douar, et l'ancien de chez Renault n'avait pas toujours raison et baissait le nez sous les rires.

Les mots venaient, la fatigue aussi, la prise de conscience devenait plus aiguë, l'osmose se faisait, l'esprit d'émulation aidait à la chose — les outrances cependant proscrites —, l'enjeu devenait chaque jour plus évident.

La troisième phase approchait; les délais mentionnés par la note n'étaient en aucune manière impératifs mais aucune phase ne devait être abordée sans que la précédente eût été complètement traitée.

Le chef de groupe, meneur de jeu, incitait l'auditoire lui-même à participer à la discussion, à s'engager, à critiquer, à exprimer des suggestions.

Nos hommes étant là sous un pseudonyme, les circonstances étaient quelquefois cocasses et les regards bien malheureux quand le mensonge devenait trop évident, mais tout le monde sachant que tout le monde mentait, il était aisé de déclencher le rire et d'amener le défoulement.

La prise de position, jamais sollicitée, venait sans contrainte; nous observions nos gens pour mieux les classer, étant entendu que rien n'était définitif, en responsables politiques du douar, R. P. de fraction, adjoint de renseignement, adjoint militaire, adjoint administratif, agent de renseignements.

Que nous étions loin du responsable ▶

deux belles Kabyles furent prêtées par Alger

d'autodéfense montant la garde le fusil entre les jambes ou surveillant l'horizon du haut du mirador planté par les militaires à l'angle le plus exposé du village.

Nous voulions une participation et non un asservissement, nous voulions des hommes sachant pour quoi ils se battaient, pouvant parler de la France nouvelle, de son armée et de l'avenir.

Les premiers stages furent « secrets », « fermés » disions-nous. Cette même formation fut par la suite donnée dans les camps d'internement de détenus convaincus de fautes mineures.

Le F.L.N. prit conscience rapidement du danger que représentaient ces derniers stages et vingt libérés du centre de Ksar-et-Thir, près de Sétif, à l'occasion du référendum de 1958, furent égorgés à peine rentrés chez eux et une directive des wilayas 2 et 3 recommanda de généraliser ces liquidations, compte tenu du danger que représentait pour les O.P.A. la présence de cette O.P.A. « colonialiste ». C'était la réponse inhumaine à une action bien conduite.

Face au général Massu

J'avais passé un an à Sétif lorsque je fus affecté à Alger et chargé d'organiser à l'échelon du corps d'armée un centre identique à celui d'Arzew. Nous en étions encore à la période secrète mais qui ne devait pas durer car un fait nouveau, certainement provoqué par l'immense mouvement de fraternisation du 13 Mai avait convaincu le 5e bureau de la nécessité d'étendre le système et de l'ouvrir à un plus grand nombre de futurs responsables. Quelque part dans le Sud oranais, les habitants d'un village, excédés par la cruauté, la rapacité et la sottise des membres de l'O.P.A. locale, les avaient pris, attachés et livrés aux autorités militaires avant de s'organiser, de lever une harka et de prendre collectivement position.

J'ouvris donc à Zéralda deux centres, l'un, ouvert à l'intérieur du camp du 1er R.E.P. dans deux baraques à gauche du château d'eau, l'autre, secret — à l'extérieur du camp dans une ferme à portée de voix du même château d'eau

Les recrutements différaient, les méthodes aussi. J'étais aidé, et bien aidé, par des officiers et sous-officiers appelés métropolitains ou de souche nord-africaine et pouvais parcourir le pays à la recherche d'hommes valables et aussi de « manipulants »

Nous n'avions pas trouvé un autre mot pour désigner celui qui, choisi pour ses qualités particulières de dynamisme, de sang-froid, de pondération et sa parfaite connaissance des principes et des techniques de la guerre contre-révolutionnaire, pouvait extraire et ensuite réintégrer le responsable dans sa communauté, dans sa collectivité locale avec le maximum de discrétion, l'aider, garder le contact avec lui, faire la part des choses et le soutenir à fond si besoin était.

Le stage d'Arzew était dépassé mais les élèves restaient frustes et leur surprise n'avait d'égale que leur bonne volonté lorsque les deux très belles Kabyles, l'une brune, l'autre blonde, prêtées par Alger venaient leur parler de la condition de la femme et les engager à changer d'optique.

Chacun avait son problème et posait un problème nouveau. En milieu urbain les conditions de recrutement et de retour étaient souvent subordonnées à une possibilité d'embauche.

Nous étions au printemps de 1959. Le 5e bureau décida de créer un stage de formation d'élus locaux. A Zéralda, nous reçûmes des visites flatteuses. Le général Challe, qui, satisfait, augmenta nos crédits, le colonel Georges de Boissieu, le colonel-général de Montfort, de l'armée suisse, le général Costes.

Le 13 mai 1959 passa. Face au général Massu, qui s'évertuait à retrouver la flamme de l'année précédente, mes hommes du stage « ouvert » scandèrent « Algérie française » avec la même conviction que leurs successeurs mirent à convaincre, à l'automne de la même année, un colonel Fonde surpris et même ému d'une telle ardeur.

C'était dans une pinède, sous un beau soleil d'automne. Les barricades s'annonçaient. On en était bien près. La saynète de fin de stage avait concrétisé les sentiments de la promotion, son attachement à la France, à l'armée, garante de sa présence, lorsque les acteurs — et tous les

Une harka en Oranie. Excédés par les méfaits et la rapaci



Deux centres sensiblement identiques à celui d'Arzew ont été ouverts à Zeralda et, dans tout le pays, on recrute des hommes valables à qui on apprendra les rudiments de la guerre contre-révolutionnaire.



les membres de l'O.P.A., qui les pressurent, les habitants des villages lèvent parfois spontanément des harkas.

élèves l'étaient à tour de rôle — sortirent de l'arène pour mieux se faire entendre et convaincre cet homme qu'ils ne connaissaient pas mais qui avait cinq galons sur les épaules. Certains pleuraient, tous ou presque tous étaient d'Alger. Où sont-ils? Que sont-ils devenus? Fonde avait des larmes aux yeux.

La « Bible » ne change pas

L'effort continuait. Le colonel Gardes, à moins que ce soit le lieutenant-colonel Cogniet, envisageait maintenant un super-stage à Arzew, un stage de syndicalisme!

A l'inverse des structures marxistes, aucune de ces hiérarchies n'était parallèle : toutes ramenaient aux autorités reconnues, donc à la France. Les méthodes d'emballage n'avaient rien à voir avec le contenu. Ce n'était pas un château de cartes mais quelque chose de valable reposant sur des fondations que nous supposions solides, puisque découlant de la France. Quoi de plus affreux que d'être trahi par les siens?

Partout maintenant on trouvait des harkas, des commandos de chasse à base de ralliés, partout la France était présente et partout, ou presque, nous avions des hommes à nous.

« Ouverts » ou « fermés », les stages fonctionnèrent encore longtemps. Les anciens élèves revenaient pour des périodes de recollection. Peu avant les barricades, je déménageai à Sidi-Ferruch. C'était le retour aux sources. L'Algérie nouvelle ne pouvait être que française, sinon à quoi bon cet effort qui se poursuivait partout, engageant jusqu'au bout des vies humaines au nom d'un idéal fait de fraternité, idéal dont l'armée issue de la nation devait être garante et le fut en partie, mais à quel prix!

Je quittai Sidi-Ferruch après les barricades pour l'Akfadou. Mon successeur n'avait rien à changer à notre « Bible », qui était devenue maintenant un épais bouquin tenu à jour dans lequel j'avais puisé de quoi instruire, mais aussi de quoi me fortifier dans l'espérance que la France avait peut-être compris elle aussi « pour quoi nous combattions ».

Capitaine J. ASSÉMAT

Les drapeaux verts fleurissent à Belcourt

A Belcourt, au début de décembre 1960, les musulmans rendent compte de visites de rebelles venus de Tunisie « avec l'accord de la Délégation générale ». Une grande inquiétude se manifeste car tous nos amis musulmans se sentent trahis et les Européens aussi. Des émissaires sont signalés à la cité Mahiedine et au Clos-Salembier. Ils annoncent que la Délégation générale autorise les musulmans à manifester en criant « Vive de Gaulle! Vive l'Algérie algérienne! ». Ils assurent que les forces de l'ordre les laisseront faire. Ils profitent de cette impunité pour faire régner tout de suite la terreur.

Le samedi 10 décembre après-midi, de jeunes musulmans venus de la cité Mahiedine investissent tous les magasins du quartier de la Carrière (rue de Cambrai, rue Albin-Rozet, rue Morey). En fin d'après-midi, ces jeunes, armés de planches et de bouts de ferraille, forment un cortège qui dévale la rue de Lyon (300 manifestants environ, de dix-huit à trente ans) en scandant les slogans « Algérie algérienne », « Vive de Gaulle! », « Algérie musulmane ».

Plus tard, un autre cortège de jeunes venus du Clos-Salembier descend rue Cheikh-El-Kamal, rue Verlaine et rue de Cambrai. Ils débouchent rue de Lyon et se répandent dans les quartiers européens, les mettent à sac, y sèment la terreur et brûlent toutes les voitures qu'ils rencontrent. Une section d'intervention les disperse. Aucun renfort n'est affecté à Belcourt jusqu'à 3 h 30 le lendemain matin, alors que nous en demandions avec insistance pour rassurer les populations.

Sous le nez des C.R.S.

Le dimanche 11, dès 8 h 30, des groupes de manifestants arrivent de Salembier et de la cité Mahiedine par les hauteurs de la Carrière. Ils se regroupent rue Albin-Rozet mais sont dispersés par les goumiers de la S.A.U. Un cortège de manifestants qui descend rue de Cambrai est dispersé par le chef de la S.A.U.

Cependant plusieurs compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) arrivent et prennent la responsabilité des opérations. Des groupes de musulmans descendent alors des hauts quartiers d'Alger et viennent manifester sous le nez des C.R.S., qui ne font rien pour les disperser. Encouragés par cette passivité, les jeunes deviennent de plus en plus violents, se dispersent dans les rues, incendient magasins et voitures et attaquent Européens et musulmans sans réaction de la part des C.R.S.

Vers 15 heures, un groupe de 10 parachutistes du 18e R.C.P. arrête un cortège de manifestants en lançant trois grenades offensives, qui ne font pas de victimes mais dispersent les gens. Ces manifestants se regroupent devant les C.R.S., qui empêchent les parachutistes d'intervenir.

Le commandant des C.R.S. demande le camion haut-parleur de la S.A.U. pour s'adresser aux manifestants, mais il laisse l'un d'eux haranguer ses coreligionnaires en arabe. J'entends alors cette phrase qui déchaîne la foule : « De Gaulle a négocié avec Abbas. C'est aujourd'hui le jour de l'indépendance, les C.R.S. sont avec nous. » J'ordonne immédiatement le retrait du camion haut-parleur.

Bilan des événements des 10 et 11 décembre : *12 musulmans tués, dont 1 égorgé, 4 blessés. Du côté européen : 4 morts, dont une femme et un enfant égorgés dans leur voiture, incendie des magasins Monoprix et des Ets Kelvinator, de magasins européens et de voitures qui stationnent dans le quartier.*

Quant à l'origine de ces émeutes, tous les renseignements recueillis auprès des musulmans permettent d'affirmer que les manifestants ne sont pas du quartier de Belcourt et qu'ils y ont été envoyés pour dresser la population musulmane contre la population européenne. Il n'y a pas eu de manifestation d'Européens dans le quartier qui ait pu provoquer ces événements.

Ceux qui ont envoyé ces jeunes manifestants à Belcourt leur ont dit que le chef de la S.A.U. était d'accord. C'est faux.

On a dit, dans les milieux européens, que les responsables de la Délégation générale avaient fait savoir aux musulmans qu'ils pouvaient manifester en criant « Vive de Gaulle! Vive l'Algérie algérienne! » et que les forces de l'ordre ne s'y opposeraient pas. Autrement dit que l'on voulait « renverser la vapeur » et que, ne pouvant compter sur l'armée pour faire admettre l'« Algérie algérienne » par les musulmans fidèles et les Européens, on avait conçu l'idée, aux tragiques conséquences, de laisser la rébellion se déchaîner contre eux. Ces rumeurs devaient être confirmées par l'arrivée de nouvelles forces de police, venant de métropole, ignorant tout du drame qui se préparait et du but réel de leur mission : « défranciser » l'Algérie par la force.

Capitaine Jean BERNHARDT
chef de la S.A.U. de Belcourt



De Gaulle, faisant fi des Européens, ne voit que les mains tendues des musulmans à qui il déclare qu'il leur appartient de prendre des responsabilités.

L'HEURE DE LA VERITE A SONNE...

16 SEPTEMBRE 1960. « Jamais, dira Krim Belkacem, nous n'avons été plus éloignés qu'en cette fin d'année 1960 d'une victoire militaire. » Mais la politique d'autodétermination définie un an plus tôt par le général de Gaulle se solde par un bilan négatif.

Comme les précédentes politiques, celle-ci n'a débouché sur aucune solution. Son prestige se renforçant de ses démissions successives, le G.P.R.A. reste sourd à tous les appels discrets et publics et il en sera ainsi jusqu'[illegible].

C'est seulement [illegible] décembre 1960 que Debré annoncera la mise en place d'une organisation décentralisée des pouvoirs publics en Algérie », tout en affirmant qu'« il n'y aurait pas d'atteinte à la souveraineté nationale », mais c'est en réalité dès septembre qu'a germé cette nouvelle construction de l'esprit : un exécutif algérien aux compétences limitées, une assemblée algérienne; prélude, somme toute, à une autonomie interne.

Les notabilités musulmanes pressenties manquent d'enthousiasme : le souvenir du Glaoui est tout proche. Le procureur Benhabylès ne veut pas jouer les Bao-Daï. Ali Khodja, malgré une Légion d'honneur toute fraîche, reste évasif. Farès se tient sur la réserve. Bentchicou, sénateur [illegible] de Constantine, s'enfuit à Francfort. Ali Mallem, député-maire de Batna, prudent, réclame d'abord un cessez-le-feu qui lui servira de carte de visite auprès du F.L.N.

Pour balancer l'intransigeance du G.P.R.A. et obtenir quelque audience, le futur exécutif devra en effet hâter le retour de la paix.

Les états-majors parisiens étudient donc un cessez-le-feu : libération des prisonniers, arrêt des opérations, fin de l'état d'urgence, regroupement des forces de l'ordre. « Le seul problème, déclare en toute simplicité un homme bien informé, le chef de la C.I.A. pour la France, venu tâter le pouls de l'Algérie, c'est l'attitude des troupes françaises. »



◄ Le 11 décembre : contre-manifestation musulmane. Et ce sera l'émeute, le drame. Des familles européennes, dans les cités où elles se trouvent en minorité, fuient, terrorisées. C'est un premier exode.



Pendant deux jours, les manifestations des Européens s'étaient développées en coup de poing : accrochages, puis rupture de contacts. L'heure des véritables affrontements n'était pas encore venue

Le 20 novembre, à Alençon, et le 27, à Chantonnay, Louis Terrenoire et Edmond Michelet tiennent sur l'Algérie, « soumise au joug colonial », des propos qu'on croirait soufflés par Ferhat Abbas. Les services d'information de la Délégation générale grossissent les succès terroristes et diplomatiques de l'ennemi et minimisent les résultats obtenus par les forces de l'ordre. Radio-Alger, en arabe et en kabyle, relaie Tunis et Tanger. On étale les difficultés entre militaires et civils : Jacques Coup de Fréjac confie à un groupe de journalistes la prochaine relève du général Crépin par le général Gambiez.

A Alger, la police, la sécurité militaire, les S.A.U. se consacrent surtout à la surveillance des milieux européens, négligeant la reprise en main de la jeunesse musulmane désœuvrée par les activistes rebelles récemment élargis, par les communistes libérés du camp de Lodi et par des musulmans revenus d'Europe. La S.N.A. et la sécurité militaire établissent des listes d'Européens suspects (1).

La prière dans les mosquées est l'occasion d'appels à la révolte et sur les immeubles habités par des israélites, on voit apparaître des inscriptions telles que « Vive la Gestapo! Mort aux juifs! »

En marge de la police officielle, des « barbouzes » s'installent à Orléansville. Débarquent à Oran quelques truands, spécialistes des opérations « ponctuelles »; ils rembarquent très vite, tel Jo Attia : il y aurait trop de monde à supprimer. Des « comités de soutien au général de Gaulle » tentent de soudoyer des notabilités pour jouer la carte de l'Algérie algérienne. Le « Mouvement pour la Communauté », de Jacques Dauer, noyaute discrètement et non sans succès les organisations de jeunesse. Les progressistes (aidés des communistes) installent dans l'armée et dans l'administration les réseaux F..., véritables entreprises de délation.

Un empoisonnement au curare

Devant toutes ces menées, le F.A.F. se structure. Déjà point une organisation paramilitaire animée par le lieutenant Degueldre, du 1er R.E.P. Succédant à Salan, expulsé, Jouhaud prend contact avec des officiers, qui ne le découragent guère.

Quelques projets : enlèvement du général de Gaulle à son prochain voyage, empoisonnement au curare à l'occasion d'un bain de foule!..

La crise, comme dans un drame bien monté, va crescendo. Avec, le 4 novembre, l'affirmation d' « une Algérie émancipée, une Algérie qui aura son gouvernement, ses institutions, ses lois », nous voici à la prédétermination. Le 7, le secrétaire général de la Délégation, André Jacomet, démissionne : « Je ne suis pas au service de la République algérienne. »

Le 11 novembre se passe dans l'aigreur et le 24, jour de la relève de Delouvrier par Jean Morin, dans l'indifférence.

Un rapport adressé au général de Gaulle, à l'approche de son voyage en Algérie, conclut : « Dans le domaine psychologique, la situation est inquiétante. La quasi-totalité de la population semble avoir pris conscience d'une proche rupture des liens unissant l'Algérie à la métropole. »

Le 12 décembre, dépêche de l'A.F.P. : « La responsabilité initiale des tragiques événements d'Alger et d'Oran appartient aux éléments activistes européens, estime-t-on dans les milieux autorisés d'Alger. Ces éléments ont voulu s'opposer à la politique du général de Gaulle. Ils ont négligé le sentiment de la masse musulmane. Plus, ils l'ont provoqué.

» Le mépris des conséquences de leur attitude a entraîné une réaction brutale de la part des musulmans. Cette réaction contre les manifestations européennes qui ►

(1) Où je figure d'ailleurs — le général Vézinet, commandant le C.A. d'Alger, m'en a prévenu — grâce aux recommandations de Mgr B..., aumônier général des armées, et de A.R., représentant de l'United Press.

les centurions ne sont pas au rendez-vous...

se déroulaient depuis deux jours se voulait pacifique, mais des Européens, soit par peur, soit par calcul politique, ont été amenés à réagir en faisant usage de leurs armes. Il a alors été aisé pour le F.L.N. d'exploiter politiquement la manifestation musulmane brusquement exaspérée. »

La bonne foi de Mauriac, auteur de cette dépêche, qui se trouve à Bougie où il suit le voyage du général de Gaulle, a été surprise; le bureau algérois de l'A.F.P. hésite à acheminer ce document, tant il offense la vérité; Morin, alerté, en arrête la diffusion. Un seul journal métropolitain, *l'Humanité*, le reprendra mais à deux jours de là, les services d'information de la Délégation générale en feront une thèse officielle...



De ces quartiers réputés bien tranquilles, les ▶ manifestants sont partis, encadrés par des responsables F.L.N. décidés à faire tourner à leur avantage la manifestation en faveur de De Gaulle

Or, quelques jours plus tard, à la tribune du Sénat, mise au point de Louis Joxe, ministre d'État chargé des Affaires algériennes : « Ce n'est pas une bonne chose de lâcher dans la rue des commandos d'enfants de dix-sept à dix-huit ans. Il n'y a eu aucune provocation. Il n'y a pas eu non plus de véritables heurts entre les communautés, les manifestants ne représentaient pas 2 % de la population d'Alger. »

Et le 13 décembre, l'agence Maghreb arabe-Presse, de source F.L.N., écrit : « L'administration française, qui voulait contrebalancer sans aucun doute les manifestations des ultras, avait donné le feu vert à la population musulmane en lui enjoignant de crier : « Vive de Gaulle! Vive l'Algérie algérienne! » L'administration française, en voulant jouer à l'apprenti sorcier, a été dépassée, ce qui explique que, devant les proportions prises par la manifestation, la troupe ait reçu l'ordre de tirer. »

L'A.F.P. retranche ce document, reflet pourtant de la réalité, du service aux abonnés!

Où se trouve la vérité?

Depuis les premiers jours de décembre la police signale une vive agitation dans la jeunesse musulmane : conciliabules, injures et jets de pierres sur les israélites et sur les Européens, achat de tissu vert et blanc.

La Délégation générale suspend le journal libéral, *l'Espoir* (dont elle a pourtant subventionné la reparution).

Le 9 décembre, à l'heure où le général de Gaulle se pose à Aïn-Témouchent, toute l'Algérie européenne, et même musulmane, se met en grève : les boutiques ferment, les trains s'arrêtent, les fonctionnaires se croisent les bras (même à la Délégation générale!)



Le F.A.F., devant la tournure prise par les événements, demande à ses membres de « laisser le service d'ordre faire son boulot ». L'ennemi d'hier est devenu le sauveur

Le gouvernement interdit les manifestations prévues et masse un imposant service d'ordre (gendarmes et C.R.S.).

Néanmoins, des groupes se forment. Ces groupes, à Alger, se dispersent d'abord sans réaction, sur les injonctions du service d'ordre; mais, dans l'après-midi, des commandos de jeunes gens cherchent à gagner le plateau des Glières, haut lieu de l'agitation algéroise. Leur chiffre ne dépassera pas 500, ils sont animés par des activistes de « Jeune Nation »; ils harcèlent à coups de pierres les C.R.S., qui ripostent à la grenade offensive et lacrymogène.

Le lendemain, 10 décembre, au matin, les mouvements de rue se répètent. Les élèves de l'école technique de Belcourt (musulmans comme Européens) se distinguent



◄ Des gendarmes en masse. Mais point de manifestants. Les quartiers européens sont maintenant étrangement calmes. La population se terre. La peur règne à Alger



◄ Gendarmes et C.R.S. interviennent généralement avec mollesse et certains même laisseront piller des magasins européens par la foule musulmane hystérique. Il semble qu'ils n'aient eu, en fait, qu'un souci : éviter les affrontements entre pieds-noirs et musulmans.

dans cette petite guérilla urbaine, ainsi que les vieilles dames de la rue Michelet, qui sacrifient leurs pots de fleurs à l'Algérie française. Les blindés de la gendarmerie interviennent. Nombreuses arrestations de jeunes gens, aussitôt relâchés : un jeune Européen reste sur le terrain

Tout cela, d'ailleurs, ne revêt pas un caractère d'exceptionnelle gravité. Instruits par l'expérience des barricades, les activistes sérieux attendent que l'armée s'engage. Or les unités dont on espère le salut sont en opération dans l'Est constantinois... et leurs mandataires se montrent réservés. Les centurions ne sont pas au rendez-vous

Il n'y aura plus qu'un seul rassemblement d'Européens (3 000 environ), le 12 décembre à 15 heures lorsque Europe nº 1, reprenant une dépêche de l'A.F.P (Mauriac), annonce l'arrivée du général de Gaulle au palais d'Eté : fausse nouvelle

Dans l'après-midi du 10 décembre, alors que se calme l'agitation des Européens, les musulmans s'ameutent dans le quartier de Belcourt.

Belcourt est peuplé d'Européens modestes et de petits travailleurs musulmans généralement plus portés vers le M.N.A. et le P.C.A. que vers le F.L.N. Resté un peu à l'écart de la « bataille d'Alger », ce quartier fournit néanmoins des cadres à la wilaya 4 (zone 6 en particulier).

Faire descendre les musulmans dans la rue, c'est une vieille idée qui a réussi le 13 Mai et échoué aux barricades, malgré l'appel de Delouvrier. La direction des affaires politiques la reprend ce jour-là. Les officiers des S.A.U. périphériques — ainsi que le commissaire de police de Maison-Carrée — ont reçu des instructions pour laisser s'organiser des manifestations en faveur de l'Algérie algérienne.

Les événements n'ayant pas conservé le caractère pacifique qu'on escomptait, les autorités nieront les avoir inspirés

Pourtant, les sénateurs musulmans d'Algérie s'indigneront « qu'on ait ouvert le feu sur des manifestations autorisées par les S.A.U. ». Et en juillet 1961, lorsque le commandant de la wilaya 4, Si Mohamed, l'un des interlocuteurs du général de Gaulle l'année précédente, sera tué à Blida, on trouvera dans les archives de son P.C. des documents apportant la preuve de cette responsabilité.

Quelques centaines de jeunes musulmans, dès le 10 décembre après-midi donc, sortent de Belcourt aux cris de « Vive l'Algérie algérienne! Vive de Gaulle! »; un officier de la S.A.U. du Clos-Salembier les harangue, leur conseillant de se rendre dans les quartiers européens. Le caractère pacifique de la manifestation s'évanouit très vite : on arrête un automobiliste européen, on le brûle dans son véhicule, on met le feu au Monoprix; les gendarmes doivent intervenir. Rien de grave, dit le secteur Alger-Sahel

Le dimanche 11 au matin, des militaires, européens et musulmans, moghazni des S.A.U. et moniteurs des centres de formation de la jeunesse algérienne, parcourent le Clos-Salembier, Climat-de-France, Belcourt, rassemblant les musulmans pour manifester en faveur du général de Gaulle. Ils sont rejoints par des musulmans brandissant des calicots « Merci à de Gaulle », amenés de la banlieue en camions, racolés par les membres du « Mouvement pour la Communauté » et des « Comités de soutien au général de Gaulle » ►



Devant un service d'ordre indifférent, des musulmans agitent le drapeau du F.L.N. et crient des slogans.

des orateurs excitent la foule musulmane

et que les barrages ont reçu l'ordre de laisser passer.

C'est l'émeute qu'on a effectivement déchaînée. La première maison incendiée sera celle d'un médecin du Clos-Salembier; à Birmandreis, la première victime : un Européen qui sort de la messe; du quartier P.L.M., c'est un syndicaliste musulman, Madani, rallié à l'Algérie française. Les cortèges se dirigent vers le centre et les hauts d'Alger, vers Maison-Carrée; ils sont encadrés par des meneurs du F.L.N., récemment libérés des camps d'internement. Les magasins sont mis à sac, des voitures incendiées, des Européens et des musulmans profrançais assassinés et leurs maisons pillées.

Le service d'ordre (gendarmes et C.R.S.) intervient enfin, mais avec une extrême mollesse. Les manifestants agitent le drapeau du F.L.N. et des pancartes où « Vive Ferhat Abbas! » a remplacé « Vive de Gaulle! » et « Vive le F.L.N.! » s'est substitué à « Vive l'Algérie algérienne! » Des musulmans brandissent matraques et armes blanches, et même des mitraillettes qu'on ne veut pas voir. Le service d'ordre prête ses haut-parleurs à des orateurs qui prétendent prêcher le calme, mais qui en profitent pour exciter la foule : « Nous sommes tous prêts à mourir pour l'Algérie indépendante, clament-ils, vive Ferhat Abbas! vive l'Algérie algérienne indépendante! vive le F.L.N.! »

Les Européens fuient les cités où ils cohabitaient jusque-là en bonne intelligence avec les musulmans. C'est un premier exode.

Les responsables de la Délégation générale, qui espéraient simplement contrebalancer l'hostilité des Européens par des manifestations en faveur du général de Gaulle, sont affolés.

Morin abandonne le cortège présidentiel pour rejoindre Alger, où le général Crépin réclame sa présence. Il donne l'ordre d'ouvrir le feu, ordre que transmet le général Vézinet, commandant le C.A. d'Alger, le 11 décembre à midi, dans les termes suivants : « Ouvrir le feu si les circonstances l'exigent en raison du développement du mouvement insurrectionnel. »

Dans l'après-midi, la Casbah, jusque-là en retard sur l'événement, se déchaîne à son tour : la synagogue est saccagée, des israélites sont molestés (7 tués malgré les dénégations officielles).

La nuit tombe, ramenant un calme apparent, les émeutiers rentrent chez eux. On décide de renforcer le service d'ordre par des soldats du contingent.

Mais il n'y a plus, à Alger, les spécialistes du maintien de l'ordre dont le F.L.N et ses amis ont su obtenir le départ. Malgré les avis pressants de quelques officiers, on ne quadrillera pas la ville dans la nuit, on n'opérera aucune arrestation nocturne, sauf chez les Européens.

Sur les pattes d'épaule des C.R.S.

Le 12 au matin, à l'appel des agitateurs, les émeutiers musulmans se rassemblent (on les estimera à 10 000, dans l'ensemble de la ville) et recommencent. En lever de rideau, ils lancent un tramway vide sur les gendarmes : quelques blessés.

Les tirailleurs du 1er R.T.A. ne comprennent pas très bien comment les drapeaux F.L.N., qu'on arrache à coups de fusil dans le djebel, peuvent aujourd'hui fleurir sur les pattes d'épaule des C.R.S.

Des soldats d'un établissement du matériel interceptent une ambulance bourrée d'armes... que la Sécurité air fait relâcher.

La Délégation générale s'inquiète du sort de quelques Européens bien tranquilles (évangélistes de diverses sectes, membres du service civil international, etc.) qui hantent les misérables bidonvilles de l'est d'Alger, où ils ne risquent pourtant rien, et pour cause. On décide d'y envoyer le 18e R.C.P. Choix malheureux, les parachutistes sont accueillis à coups de fusil; ils ripostent : 6 musulmans tués, 4 armes saisies.

C'est fini; l'émeute reflue; le 14 décembre, Coup de Fréjac, directeur de l'information, annonce que le calme est revenu à Alger.

Et de donner les bilans, hors desquels on ne saurait vivre : à Oran, 18 morts musulmans (on passe sous silence 6 morts européens); à Bône, 6 morts européens, 3 musulmans ; à Alger, 96 morts, dont 6 Européens (on tait la mort de 13 israélites et de 8 Européens dont pourtant la zone Nord algérois donne les noms...).

Les 92 autopsies de musulmans effectuées sur ordre du procureur général révèlent que : 51 sont morts par balles (dont 16 seulement par balles de calibres détenus par les forces de l'ordre ou par les U.T.) (1); 33 morts par égorgement ou coups de couteau; 2 carbonisés; 1 tué par éclat de grenade; 5 par coups de matraque.

La plupart des musulmans tués sont donc tombés sous les coups de leurs coreligionnaires dans de sanglants règlements de comptes.

Entre le 9 et le 13 décembre, on arrêtera à Alger : 725 Européens et 169 musulmans.

Seront finalement écroués : 28 Européens et 11 musulmans, tandis que 596 Européens et 24 musulmans seront internés.

C'est la mort de l'Algérie algérienne, tuée par les apprentis sorciers dont parle Maghreb arabe-Presse.

Général JACQUIN (C.R.)

(1) Ce chiffre coïncide à peu près avec le C.R. de la zone Nord algérois, qui indique 6 tués par les parachutistes et 12 tués par les zouaves, les soldats du matériel etc.

LE GENERAL SALAN DONNE LE FEU VERT







Ci-dessus : l'hôtel Fenix, à Madrid, où le général Salan *(en bas, à droite)* s'est installé – un hôtel qu'il a déjà pratiqué et où on lui fait un prix qu'il juge « très amical ». Son arrivée à Madrid a été triomphale et une meute de journalistes s'est ruée sur lui, le criblant de leurs *flashes*. *En haut, à droite* : le général Jouhaud, l'ancien patron de l'armée de l'air, un pied-noir qui a pris sa retraite à Alger. Il semble au général Salan qu'il est le plus apte psychologiquement, à entraîner ses compatriotes.

7 DÉCEMBRE 1960. Il est presque 22 heures lorsque je sonne à la porte de l'appartement de Me X..., célèbre avocat au barreau de Paris. Dans le salon, plusieurs personnes discutent. L'atmosphère est chargée d'électricité. Mon arrivée fait diversion.

– Je suis très heureux de vous voir, me dit chaleureusement le maître de maison. Vous êtes bien disponible, n'est-ce pas ?

– Entièrement.

Par précaution, j'ai même emporté ma valise. Ma femme m'attend dans la voiture. Je suis prêt à partir.

– Parfait, mon capitaine, poursuit Me X... Eh bien, messieurs, je crois qu'il n'y a plus à hésiter. Mais si vous le voulez bien, nous reprendrons encore une fois les éléments de la situation.

» Le processus de liquidation de l'Algérie est profondément engagé. Le général de Gaulle accélère la cadence. Si, en janvier, il réussit à extorquer le soutien du peuple par référendum, la partie sera irrémédiablement perdue.

» Nous devons donc profiter des éléments favorables qui viennent brusquement de surgir en notre faveur. L'occasion d'agir nous est donnée par le voyage que le général de Gaulle fait là-bas dans quarante-huit heures.

Commencé sur le ton de la confidence, l'entretien est devenu conférence, puis discours de réunion publique. C'est maintenant la plaidoirie passionnée d'un homme qui cherche à convaincre on ne sait qui.

– En conclusion, mon capitaine, termine l'orateur, je vous demande d'aller porter au général Jouhaud le « feu vert ».

◄ Pierre Sergent, un capitaine plein d'idéal, pour qui l'Algérie française était une Algérie où tous auraient les mêmes droits et les mêmes devoirs.

les dirigeants du F.A.F. sont prêts à passer à l'ac



◄ Un service d'ordre très compréhensif... Pour les paras venus du bled, un spectacle révoltant. Ainsi, à Alger, on peut brandir impunément sous le nez des C.R.S. le drapeau F.L.N. alors qu'eux se battent et meurent pour qu'il ne remplace pas, en Algérie justement, le drapeau français.

Un « manifestant » a ► été appréhendé. En tête des cortèges des musulmans se trouvaient des grappes de jeunes enfants hurlant des slogans, [redacted] drapeaux, follement applaudis par une foule délirante, hystérique. Pour celui-ci, le temps des larmes était venu.

du général Salan pour une action immédiate pendant le voyage de De Gaulle en Algérie.

C'est parfaitement clair, d'autant plus clair que j'ai mûrement réfléchi avant de me mettre à la disposition de cet homme et que je m'attendais à recevoir une mission aussi grave que celle-ci.

A Paris, où je suis en permission depuis quinze jours, s'est en effet déclenchée une série d'événements graves

Dans les milieux nationaux l'agitation est extrême. Chaque groupe préconise une solution et déploie une bannière. Les politiques et les partisans de l'action en sont encore à se suspecter. La nécessité et l'urgence elles-mêmes ne parviennent pas à susciter un mouvement capable de rallier l'opinion. Chez les officiers que je rencontre, l'inquiétude est grandissante. Ils mettent leurs derniers espoirs dans les difficultés que rencontrera le pouvoir pour faire respecter le cessez-le-feu. Ils les espèrent insurmontables. Et puis, disent-ils avec une belle assurance, « l'armée restera sur place »

Parti d'Alger avec la conviction que la décision ne peut venir que de Paris, je dois me rendre à l'évidence : Paris estime que la solution viendra d'Alger. Le schéma du 13 Mai obnubile les consciences.

Cependant, au milieu des incertitudes et des manœuvres, jaillit une tribune au cœur de Paris. La tribune inattendue de l'Algérie française : le procès des hommes des barricades. Car les défenseurs du camp retranché que l'on veut juger portent témoignage du drame réel qui se déroule et que le pouvoir cherche à escamoter. En quelques semaines, l'opinion est réveillée, alertée. Elle comprend qu'on la trompe. Elle découvre le vrai visage de la guerre d'Algérie, le vrai visage des pieds-noirs, le vrai visage des officiers qui défendent l'intégrité du territoire.

Avec le « feu vert » de Salan, que Me X... me demande à présent d'aller porter au général Jouhaud, me voici donc au cœur de l'action.

A Maison-Blanche, je passe les contrôles sans difficulté, malgré le renforcement des mesures de sécurité prises en prévision du voyage du chef de l'État.

L'urgence de ma mission me pousse à pénétrer dès que possible jusqu'à l'endroit où bat le cœur d'Alger. J'y parviens vite : le général Jouhaud est là, dans son bureau de la fabrique de cartonnages. Nous gagnons un endroit discret et je lui transmets mon message. Ah! comme je tombe de haut : celui qui doit prendre une responsabilité considérable dans moins de quarante-huit heures, celui qui doit être le chef d'une révolution, ne semble au courant de rien. Entre Paris et Alger, l'incompréhension est évidente. Mon métier m'a enseigné le poids de certains mots. J'insiste.

— Mon général, il s'agit d'un « ordre » du général Salan.

— Eh bien, riposte Jouhaud avec humeur, qu'il vienne s'il croit pouvoir déclencher quelque chose. Je doute que nous puissions entrer en action maintenant. L'armée, une fois encore, est « en arrière de la main ».

Le langage du général est si net, l'homme dégage une telle impression de franchise et de droiture, que je n'en puis douter un seul instant : l'armée n'est pas prête à agir.

Décontenancé, je quitte le général et prends contact avec les dirigeants du F.A.F. (Front de l'Algérie française). Eux, ils sont prêts à passer à l'action, c'est-à-dire à manifester d'abord, puis à prendre les armes, mais à une condition : que l'armée bascule franchement cette fois, qu'elle ne reste pas indécise comme aux barricades

La détermination de ces hommes me redonne confiance et énergie. Je leur promets de faire l'impossible pour que cer-

Dans l'après-midi du ► 11 décembre, la Casbah, qui, jusque-là, était restée calme, s'est déchaînée à son [redacted] d'hystérie se sont multipliées ainsi que les scènes de violence. La synagogue a été entièrement saccagée et des juifs ont été attaqués. On dit même qu'il y aurait eu sept tués. Les murs sont [redacted] de graffiti F.L.N.




Tikhomiroff/Magnum

tains officiers se décident à choisir dans les jours et les heures qui viennent.

La situation est étonnante et confuse au 1er R.E.P. : le colonel Dufour refuse de passer le commandement à son successeur. Par l'intermédiaire de Degueldre, les milieux civils supplient le colonel de ne pas quitter l'Algérie avant le voyage du général de Gaulle. Dufour accepte et disparaît.

Je le rencontre dans la villa où il se terre. Dans un coin de la chambre, serrant dans ses plis beaucoup de gloire et de lauriers, beaucoup de douleur aussi, le drapeau du régiment attend, dans sa housse. Sa disparition, espérons-nous, retardera la cérémonie de prise de commandement de Guiraud et, en attendant, Dufour restera le « patron moral » du 1er R.E.P.

Je lui explique l'objet de ma mission et lui demande quelles sont ses intentions.

— Je reste ici, me dit-il, jusqu'au voyage du général de Gaulle. Mais pour agir, il faudra que les autres chefs de corps se joignent à moi car, seul, je ne pourrai rien faire.

Degueldre m'explique comment il a prévu le retour du 1er R.E.P. avec l'accord individuel de chaque commandant de compagnie.

Je donne le soir même ces nouvelles au général Jouhaud.

Le vendredi 9 décembre arrive le général de Gaulle. Au même instant les pieds-noirs s'élancent dans les rues d'Alger. Cette fois, ce ne sont pas des foules inorganisées qui s'entassent pêle-mêle, mais des commandos de jeunes hommes en colère. Le cerveau des commandos, c'est le comité d'action de la branche clandestine du F.A.F. Je le rejoins dans son abri.

— Alors, me dit Camille Vignau, que fait l'armée?

— Degueldre a transmis au 1er R.E.P. l'ordre de venir de toute urgence, dis-je. Dufour est prêt à intervenir. Quant aux autres unités, je connais l'état d'esprit de leurs chefs, mais j'ignore ce qu'elles vont faire.

— Cette fois, nous comptons sur l'armée. Qu'elle ne nous fasse pas le « coup des barricades »!

— Ah! non, fais-je, net et tranchant. Je répète ce que je vous ai déjà dit : l'armée ne promet rien. En ce qui me concerne, j'estime cependant que l'occasion de renverser la situation est unique.

Les membres du F.A.F. regrettent que je ne puisse leur garantir une intervention militaire, mais ils apprécient ma franchise. Et je continue à maintenir une liaison étroite entre le F.A.F. et le général Jouhaud.

Le lendemain samedi, je n'ai encore aucune nouvelle du 1er R.E.P., et j'apprends que Dufour a décidé de quitter Alger. Alors que le général de Gaulle va de Tlemcen jusqu'à Blida et Cherchell défier les Algérois. Les manifestations redoublent de violence. Et les pierres, les boulons et les morceaux de grille qui pleuvent sur les casques des gendarmes lui sont destinés.

Mais les âmes damnées du régime ont veillé la nuit précédente; ils ont soufflé dans l'esprit des musulmans des phrases de venin : « Allez-y! Descendez dans la rue! Allez prouver à la face du monde que vous existez bien. » Ils allaient finir par comprendre, ces s... de pieds-noirs.

Et, pour la première fois, Alger se couvre de cet emblème vert que nous avions mis tant d'ardeur, pendant six ans, à aller chercher jusqu'au sommet des djebels et jusqu'au fond des cavernes.

Simultanément, nous apprenons l'arrivée aux portes de la capitale des régiments attendus dans la fièvre. Ils sont là, les parachutistes de Masselot, Lenoir et Lecomte. Le général Jouhaud me demande de prendre immédiatement contact avec eux. Je leur expose la situation et leur demande d'intervenir. Une réunion aura lieu préalablement à Hydra.

Un grand civil portant casquette

Lorsque j'arrive dans ce sous-sol, une demi-douzaine d'officiers sont réunis. Les trois colonels sont là. La vue du drapeau vert leur a donné un choc. Ils nous expliquent ce que ressentent les hommes. Puis un grand civil survient, portant casquette, le nez chaussé de lunettes. C'est le général Jouhaud, déjà clandestin.

Il serre les mains et reste debout.

— Vous connaissez la situation d'ensemble, dit-il. Je ne m'étendrai donc pas. Je pense que l'heure est venue d'agir, et le général Salan m'a fait savoir par un émissaire qu'il souhaitait que nous profitions du voyage de De Gaulle pour agir. Les musulmans sont en train de déferler sur la ville, drapeaux en tête. C'est l'occasion de prendre les choses en main. Je vous demande donc si vous acceptez d'occuper avec vos unités les points sensibles que nous désignerons ultérieurement. La prise de ces objectifs a été préparée et vous pourrez disposer des guides civils que nous avons prévus. Si vous le désirez, je peux vous laisser un temps de réflexion. Mais je préférerais connaître dès maintenant vos décisions.

Après un bref flottement, le colonel Lenoir, commandant le 8e R.P.I.Ma (1), prend la parole :

— Mon général, j'estime qu'il ne me revient pas d'être dans la première vague, c'est-à-dire au départ de l'action. Il faudrait faire intervenir les Français de souche dans une affaire d'ordre intérieur. Je ne peux pas me permettre de faire marcher des éléments de couleur en avant-garde.

— Bien, dit le général Jouhaud.

— Pour ma part, explique le colonel Lecomte, commandant le 14e R.C.P. (2), je pense que nous devons nous apprêter à faire face à une contre-attaque menée par ▶

1. Régiment de parachutistes d'inf. de marine.
2. Régiment de chasseurs parachutistes.



Les blindés du 2e R.E.C. sont arrivés à Alger. Mais l'armée ne saisira pas l'occasion pour s'emparer du pouvoir. La métropole, en effet, n'aurait pas compris...

le dimanche 11 est marqué par une tuerie

les chars de la gendarmerie. Il me paraît donc indispensable d'avoir à nos côtés un régiment de chars. C'est la condition que je pose à ma participation à l'action.

Alors le colonel Masselot, commandant le 18e R.C.P., s'avance à quelques pas du général, souligne son attitude d'un garde-à-vous rigide :

— Mon général, je suis à vos ordres. Donnez des ordres et je vous obéirai. Immédiatement.

— Merci! dit Jouhaud, touché, en lui serrant la main.

Je sens que l'on est au bord d'une décision qui peut changer la situation. Un chef de corps vient de s'engager. Les deux autres ont donné leur accord sur le fond. S'ils sont réticents, c'est sur la forme. Le régiment de chars demandé par le colonel Lecomte est, finalement, la seule difficulté à aplanir, une difficulté qui ne paraît pas insurmontable.

Le dimanche 11 décembre est marqué par une tuerie. Il y a cinquante morts à Alger, tous musulmans. Car les mots d'ordre des gaullistes et du F.L.N. ont été suivis, et toute la journée, ce sont les « Algériens » qui ont mené la vie dure aux gendarmes.

Pourtant, dans la soirée, c'est la dissolution du F.A.F. que décrète le général de Gaulle sous la pression de deux ministres qui l'accompagnent : Terrenoire et Messmer. Le monde pensera que les pieds-noirs sont responsables du meurtre des musulmans. Ils en ont des idées, les bons apôtres!

La France n'est pas " dans le coup "

Mais, dans le même temps, les blindés du 2e R.E.C. arrivent à Alger. Cette fois, la chance semble abandonner le pouvoir, car l'arrivée des légionnaires du colonel de Coëtgorden, dont on connaît les opinions, remplit la condition du colonel Lecomte. Il exigeait une unité de blindés : la voici, et c'est une des plus solides de l'armée française.

Je bondis. Mes camarades du R.E.C. et leur colonel m'écoutent avec attention et sympathie. Ils demandent le temps de souffler, puis les colonels se réuniront dans la nuit de lundi à mardi.

— A 7 heures, me dit Masselot, je vous donnerai notre réponse. D'ores et déjà, le général Jouhaud peut estimer qu'elle est positive. Vous pouvez le lui dire.

Quelques minutes plus tard, le général est averti. Il me reste à revoir un par un tous les acteurs.

Mes amis du F.A.F. sont exténués. Leurs hommes n'en peuvent plus d'avoir harcelé les gendarmes dans tous les quartiers de la ville.

Il n'est pas tout à fait 7 heures quand j'arrive à proximité du P.C. du 18e R.C.P.

Quand le colonel Masselot apparaît, je comprends tout de suite. Le lutteur, carré, puissant, noueux comme un chêne, n'est plus qu'un homme très las :

— Venez, Sergent, je vais vous expliquer... Notre réponse est *non*. Nous pensons que la situation générale n'est pas favorable, nous pensons que la France n'est pas « dans le coup » et que Paris réagira mal. Nous pensons que nous n'avons ni aviation ni marine, et que tout cela n'est qu'une aventure qui ne peut mener à rien. Allez donc transmettre cette réponse négative au général Jouhaud.

Je monte lentement l'escalier qui mène au living-room où m'attend le général Jouhaud. Plus rien ne presse désormais.

— Alors, Sergent?

— C'est non, mon général. Ils estiment que la situation n'est pas très favorable, que la métropole ne comprendrait pas et que Paris, de toute façon... H

P. SERGENT

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur :	Dessinateur :
Yves Courrière	*John Batchelor*
Conseiller auprès	Fabrication :
de la Direction :	*Roger Brimeur*
Général Beaufre	Secrétariat
Rédacteur en chef :	de la rédaction :
Jean Fontugne	*Brigitte*
Adjoints :	*Le Pelley Fonteny*
Jacques Kohlmann	Adjoint :
Liliane Crété	*Charles Meyer*
Chef service photo :	Directeur
François Wittmann	de la promotion :
Directeur des publications	*Jacques Jourquin*
Historia :	Assistantes :
Christian	*Chantal de Pinsun*
Melchior-Bonnet	*Françoise Rose*
Administration :	Relations publiques :
Christian Clerc	*Claude Bénédick*
Maquettiste :	Abonnements :
Edmond Fréson	*Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB.
Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 870 FB - 87 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
6° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Décembre 1960
(suite)

AFRIQUE

1er : arrestation au Congo ex-belge de Patrice Lumumba.
8 : Yameogo est réélu président de la Haute-Volta.
Retrait du bataillon égyptien de l'O.N.U. au Congo.
11 : l'assemblée territoriale des Comores adopte le projet de statut d'autonomie interne proposé par la France.
Élections législatives et présidentielles au Dahomey.
12 : retrait du contingent guinéen et des forces marocaines du Congo.
15-19 : conférence de Brazzaville.
20 : après le coup d'État du 14, l'empereur d'Éthiopie reprend Addis-Abéba et contrôle le pays.
Création d'un franc katangais.
24 : accord franco-nigérien sur les régions sahariennes.
25-30 : le colonel Mobutu entreprend la reconquête du Kivu.

AMÉRIQUE

1er : le président Eisenhower désigne Richard Nixon comme chef du parti républicain.
1-30 : recrudescence des attentats à Cuba.
9-13 : manifestations antiaméricaines à Quito (Équateur).
16 : convention commerciale soviéto-cubaine.
Note des États-Unis à l'U.R.S.S. sur le Laos après le rejet de la note soviétique.

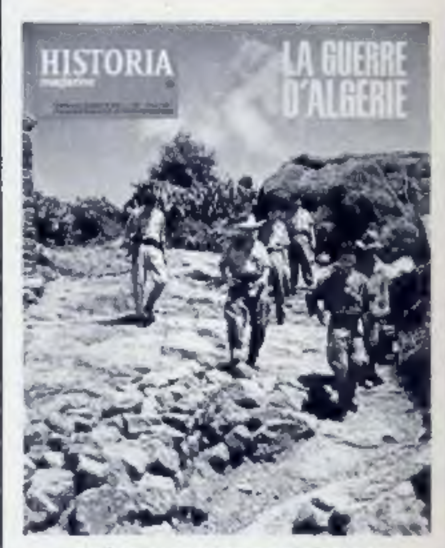
ASIE

2 : arrestation à Hanoi du vice-consul de France.
2-3 : le Pathet Lao marche sur Louang-Prabang.
7 : l'armée phoumiste occupe Vientiane.
13-16 : bataille pour Vientiane.
17 : chute de Vientiane. Le gouvernement Souvanna Phouma se replie à Phnom Penh.
30 : le gouvernement annonce l'invasion du Laos par des troupes du Viêt-Minh.

EUROPE

4 : communiqué et accords italo-yougoslaves.
Élections à la Diète sarroise.
5 : arrivée de Tshombé à Bruxelles.
La Grande-Bretagne et la France font des réserves sur la politique américaine au Laos.
13 : création d'une nouvelle agence européenne : Eurocontrol.
15 : mariage du roi Baudouin de Belgique avec Fabiola de Mola y Aragon.
20 : ouverture en U.R.S.S. de la session ordinaire du Soviet suprême.
21 : déclaration du gouvernement britannique sur l'utilisation de la fusée « Blue Streak » dans les recherches spatiales.
21-31 : grève générale en Belgique.
22 : démission du gouvernement des Pays-Bas.
26 : réforme de la planification en U.R.S.S.
28 : signature d'un accord commercial franco-yougoslave.
31 : signature du traité de commerce soviéto-Ouest-allemand.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



D'AÏN-TEMOUCHENT AU RÉFÉRENDUM

Sommaire

● **Jolie Buthaudville**
Il crée un village, regroupe la population, ouvre des infirmeries, donne du travail aux chômeurs. Jour après jour, la population mâle revient. Puis de Gaulle annonce son arrivée et l'ordre est donné d'arrêter le lieutenant...

● **Les colons**
Ils ne sont que des aventuriers de tout poil drainés par des troupes conquérantes ! C'est du moins l'image que l'on se fait d'eux. En Algérie, la France devait dépasser toutes les limites. Elle créa des écoles à fabriquer des colons...

● **Des musulmans de bonne volonté**
Le colonel participe à la « bataille d'Alger » avant d'être muté en France, puis de partir pour le Katanga. Des amis musulmans ne l'ont pas oublié et lui demandent avec insistance d'intervenir auprès du gouvernement pour que soit trouvée une autre solution à la guerre d'Algérie.

● **L'heure du référendum**
Pourquoi ce deuxième référendum ? Que souhaite le général de Gaulle, qui avait obtenu en 1958 ce ***oui*** massif qu'il réclame à nouveau ?

● **L'offensive des gaullistes de choc**
Alors que se structure l'O.A.S., arrivent en Algérie les fidèles parmi les fidèles du général de Gaulle. Pendant deux ans, le Mouvement pour la Communauté s'oppose, parfois les armes à la main, aux partisans de l'Algérie française...

● **Mission de bombardement**
Chaque matin l'un prend le volant de son camion ou son sac à dos pour une patrouille. D'autres continuent de « crapahuter » à la recherche du fell fantôme... ou embarquent des bombes...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2e trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – N° 325 - 25 Juin 1973.

L'ÉCHO D'ALGER
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes —
0,25 NF En métropole : 0,35 NF
Jeudi 22 Décembre 1960



APRÈS LE DISCOURS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Deux partis politiques précisent leur attitude à l'égard du référendum

Hors de la France point de salut

SUITE EN PAGE 3 ÉCHO D'ALGER.

A la majorité, les radicaux se prononcent pour le "non"

Le centre des indépendants laisse à ses électeurs la liberté de vote

S.F.I.O. : "Oui" probable

Décision aujourd'hui

M. Jacques Soustelle : "C'est trop facile d'avoir raison quand on est seul à parler

LES RÉSULTATS seront contestés car ils seront contestables "

SUITE EN PAGE 3

38e AUDIENCE DU "PROCÈS"

Premier huis clos pour l'audition du colonel ARGOULD

ancien chef d'état-major du général MASSU

AUPARAVANT, M. DEUGNIER AVAIT CONFIRMÉ SA PREMIÈRE DÉPOSITION

LE COMMISSAIRE SALAS MENACÉ DE SUSPENSION POUR AVOIR DIT LA VÉRITÉ

ÉMOTION AU TRIBUNAL

LIRE INFORMATION EN PAGE 3

SÉOUD destitue son frère



FAYÇAL et reprend le pouvoir

INFORMATION PAGE 3

La bataille de Vientiane risque de reprendre

Deux divisions du Viet Minh acheminées vers le Laos

SUITE EN PAGE 3

Richard BAER le bourreau d'Auschwitz arrêté près de Hambourg

Il est responsable de la mort de 60.000 déportés

SUITE EN PAGE 3

Les Six du Marché commun décident de brûler les étapes

DES LE 1er JANVIER 1961, NOUVELLE RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANE :
PRODUITS INDUSTRIELS : 10 %
PRODUITS AGRICOLES : 5 %

La France conciliatrice

SUITE EN PAGE 3

DE GAULLE ADENAUER: *rencontre probable* début janvier

INFORM. PAGE 3

LES SAPINS DE NOËL *donnent un peu à Alger le visage* " DES JOURS HEUREUX "



SERA-T-IL LE PREMIER HOMME DE L'ESPACE ?



L'éditorial de l'Écho d'Alger précise, à quelques jours du référendum, l'angoisse des Français d'Algérie. La campagne en métropole se déroule cependant sans passion, comme si les jeux étaient faits. Après le Sud-Vietnam, le Laos, terre de paix, connaît lui aussi à nouveau la guerre, que [illegible] sur son territoire les Thaïlandais, encouragés par les États-Unis.